

Déjà
450 000 fans
convaincus !

TOUT LE MONDE N'AURA PAS LA CHANCE DE QUITTER SON PAYS

Plus libre, plus heureux
et moins taxé : comment
s'évader intelligemment



OLIVIER ROLAND

ALISIO

SOMMAIRE

Préface	8
Sur les épaules des géants	12
Une formation gratuite en complément de ce livre	13
Pourquoi j'ai écrit ce livre	14
Introduction. Comment je suis devenu nomade numérique et multipays	18

1

33

Chapitre 1	10 principes que nous enseignent l'Histoire pour prédire le futur	34
Chapitre 2	Comment les États-nations modernes sont disruptés par Internet	62
Chapitre 3	Le pire moment	174
Chapitre 4	La tentation de la surveillance et du contrôle généralisés	211
Chapitre 5	La mort par les régulations	278
Chapitre 6	Mais au fait, comment les impôts modernes sont-ils nés ? Et ce que vous payez vraiment	334

**DEVENIR LIBRE
ET TIRER VOTRE
ÉPINGLE DU JEU
DANS CE MONDE
NOUVEAU 354**

2

Chapitre 7

Briser les chaînes du monopayisme et
devenir libre 356

Chapitre 8

Allez plus loin en intégrant des défenses
asymétriques 375

Chapitre 9

Diminuer fortement votre imposition
et maximiser votre liberté en vous
expatriant 427

Chapitre 10

Les nouveaux modèles de société 468

Chapitre 11

Quel avenir pour les États-nations ? 499

Chapitre 12

Propositions pour les États-nations 555

Chapitre 13

Les nomades numériques comme force
politique 574

En conclusion 582

Bibliographie 584

Table des matières 587

SUR LES ÉPAULES DES GÉANTS

Ce livre n'aurait jamais pu voir le jour sans le travail d'entrepreneurs, de scientifiques, d'auteurs rebelles intelligents et explorateurs de talents, tellement nombreux que je ne pourrai pas tous les nommer ici.

Voici une liste des plus significatifs, par ordre alphabétique : Lyn Alden, Benedict Anderson, Vitalik Buterin, Ray Dalio, James Dale Davidson, Will et Ariel Durant, Titus Gebel, Tomas Pueyo, William Rees-Mogg, James C. Scott, Balaji Srinivasan.

Et merci à tous ceux qui m'ont aidé directement ou indirectement dans la rédaction de ce livre, en particulier : Faustine André, Andreas Baumgartner, Romain Bouvet, Laurent Breillat, Pierre Brunette, Laurent Cardon, Isabelle Dépatie, Pierre De Vreyer, Titus Gebel, Frédéric Harméon, Steven Herteleer, Alex Leclair, Hugo Mathecowitsch, Rémi Raher, Benoît Wojtenka, et bien sûr mon éditeur Leduc et toute son équipe.

À ceux-là et à tous les autres : merci !

UNE FORMATION GRATUITE EN COMPLÉMENT DE CE LIVRE

L'époque à laquelle on se contentait de proposer des ouvrages uniquement sur papier est révolue, c'est pourquoi j'ai préparé de nombreuses surprises pour tous les lecteurs de ce livre :)

Vous pouvez trouver des formations vidéo gratuites complémentaires et de nombreuses autres ressources, à commencer par le chapitre manquant, en vous rendant sur :

<https://olivier-roland.com/complement/>

Ou en scannant ce QR code :



POURQUOI J'AI ÉCRIT CE LIVRE

Avez-vous l'impression que vous payez toujours plus d'impôts alors que la qualité des services donnés en retour par votre État se dégrade ? Que l'ambiance dans votre pays se détériore ? Que les populistes ont de plus en plus d'influence et de pouvoir ? Que la dette de votre pays a atteint une taille démentielle, et que pourtant votre gouvernement a le plus grand mal à avoir un budget à l'équilibre ? Que votre pays glisse dans le classement des pays les plus riches du monde, ou risque de le faire bientôt ?

Ce n'est pas qu'une impression (de nombreuses études scientifiques montrent la réalité de ces phénomènes¹), c'est une tendance de fond, qui touche de nombreux pays à travers le monde aujourd'hui.

Les véritables raisons de cette tendance ne sont pas à chercher dans les médias, souvent focalisés sur les symptômes sans explorer les causes profondes. Il faut sortir des sentiers battus, assembler de nombreuses pièces éparses, et arpenter le monde pour voir la réalité du terrain, avant de pouvoir reconstituer le puzzle.

C'est précisément ce que j'ai cherché à faire, car je suis convaincu que nous vivons une transition majeure dans l'histoire de l'humanité, un moment critique dont les implications restent largement sous-estimées.

C'est une des plus grandes révolutions qu'ait jamais connues l'humanité, bien plus impactante sur notre mode de vie que l'ont été l'invention de l'agriculture et la révolution industrielle, car elle se produit infiniment plus vite : la révolution numérique.

J'ai eu la chance de voir de mes propres yeux comment elle bouleverse les possibilités offertes aux individus agiles et les États car, au moment où j'écris ces lignes, cela fait près de 10 ans que j'ai quitté mon pays natal, la France, et près de 15 ans que j'explore le monde à raison de 6 mois de voyages par an en moyenne. J'ai pu faire cela principalement parce que mon entreprise est entièrement sur le Web et me donne une liberté géographique *totale*, ou peu s'en faut.

Je peux décider de vivre dans tout pays qui m'intéresse, aussi longtemps que je le veux, me permettant de choisir parmi un nombre sidérant de possibilités la combinaison de climat, coût et qualité de vie, taux d'imposition, opportunités et emplacement géographique, et ambiance qui me plaît.

1. Comme nous le verrons tout au long du livre, références à l'appui :)

Et je suis loin d'être seul à pouvoir profiter de cette liberté : les nomades numériques, ces personnes capables de vivre où elles le souhaitent car elles travaillent sur Internet, sont estimés entre 30 et 80 millions dans le monde aujourd'hui².

Et ce simple fait est un bouleversement *profond* qui s'ajoute à de nombreuses autres disruptions d'Internet qui chamboulent les fondations même des États, des nations et de la société moderne.

Cela peut paraître un peu grandiloquent, mais nous étudierons en détail dans ce livre par quels mécanismes ce bouleversement s'opère, et surtout, comment nous pouvons tirer notre épingle du jeu dans ce monde nouveau.

Car, cher lecteur, nous sommes comme des chasseurs-cueilleurs qui viennent de devenir agriculteurs et qui n'ont pas encore compris qu'avec l'agriculture viennent :

- La propriété d'un sol, donc la propriété privée.
- Les différences de rendement en fonction des sols et des plantes, donc la création des inégalités.
- L'accumulation des ressources, donc l'apparition de stratégies pour les utiliser au mieux et au meilleur moment :
 - l'apparition d'une raison pour voler ces ressources et se spécialiser dans cet « art », qui va donner l'art de la guerre, dont des peuples entiers vont même faire leur spécialité ;
 - et le besoin de défendre ces ressources, donc de s'assurer qu'une partie de la population de la tribu ou du village soit capable de prendre les armes et d'ériger des structures défensives.
- Un meilleur rendement que la chasse, donc plus de ressources générées pour la même quantité d'efforts, ce qui permet à une minorité de la population de ne pas travailler aux champs et de se spécialiser, créant ainsi les classes des dirigeants, des prêtres, des penseurs, des médecins, des artisans, des commerçants et des soldats, et favorisant l'émergence de la civilisation (parce que pendant toute l'histoire de l'humanité, de l'invention de l'agriculture à la révolution industrielle, toutes ces classes représentaient 10 à 20 % maximum de la population, et ne pouvaient exister que parce que les 80 à 90 % restants travaillaient aux champs et créaient un maigre surplus qu'elles pouvaient consommer³).

Bref, comme ces chasseurs-cueilleurs soudainement devenus agriculteurs, nous n'avons pas encore compris que les fondements mêmes de notre société, que nous prenons toujours pour acquis, ont été *complètement chamboulés* par les nouvelles

2. "The Number of Digital Nomads: Exploring the Statistics", Andy Sto, 2024.

3. Rondo Cameron et Larry Neal, *A Concise Economic History of the World: From Paleolithic Times to the Present*, 2002.

technologies, à des niveaux profondément disruptifs, au point qu'elles vont bientôt remettre en cause l'ordre même de notre société.

Car nous n'avons pas encore pleinement pris la mesure des disruptions majeures de nombreux piliers sur lesquels se sont constituées nos institutions modernes qu'entraînent Internet et les ordinateurs, ce qui pousse nombre d'entre nous à analyser les problèmes de ces institutions avec une vision du xx^e siècle déjà obsolète.

Or, certaines de ces institutions ont acquis un caractère sacré ou quasi sacré aux yeux d'une partie de la population, tout comme pouvaient l'être l'Église catholique et la monarchie durant le Moyen Âge, et les remettre en cause peut relever du blasphème, ou presque, comme ce fut le cas du protestantisme et du républicanisme pour une partie de la population quand ils émergèrent.

Je ne vais donc probablement pas me faire que des amis avec ce livre.

Mais qu'importe leur caractère sacré ou non : quand le socle même sur lequel elles ont été érigées a commencé à vaciller, même des institutions ayant plus de 1 000 ans d'existence se sont fait bousculer et remplacer.

Nous verrons que nous sommes à un tournant historique, où les institutions et les systèmes que nous avons connus depuis des siècles sont *forcés* de se transformer sous nos yeux à cause de facteurs externes contre lesquels ils sont largement impuissants, et auxquels bien des gens sont aveugles. Et que les rares individus qui auront ouvert les yeux sur ces facteurs seront les gagnants de cette révolution.

J'aborderai des sujets tels que la décentralisation du pouvoir, l'émergence de nouvelles formes de gouvernance, l'impact de la technologie sur les taxations, l'emploi, la monnaie, la loi, le nationalisme et la redéfinition des valeurs et des principes qui sous-tendent notre société. Je me pencherai également sur les obstacles qui se dressent sur le chemin de ces innovations et les forces conservatrices qui cherchent à préserver le *statu quo*, même si cela signifie ignorer les réalités de notre époque.

Nous verrons comment les opportunités offertes par Internet, la mondialisation, la décentralisation et la création de nouvelles formes de gouvernance peuvent renforcer le pouvoir des individus face à certains États trop gourmands ou trop totalitaires, alors même que ces États sont fortement tentés d'utiliser les pouvoirs de surveillance des technologies numériques pour créer une version réelle de 1984. Nous verrons pourquoi, pour réaliser leur objectif de lutter contre ces disruptions, certains États vont parfois *devoir* mettre en place une surveillance numérique massive de leur population, comme la Chine le fait déjà.

Car, comment les États vont pouvoir survivre alors que leur population est de plus en plus mobile, au point qu'une partie grandissante de celle-ci peut en venir à *choisir* ses impôts ? Comment vont-ils pouvoir assurer la continuation de l'État-providence alors que la population vieillit, qu'il y a de moins en moins d'actifs par retraité, et que les 10% de la population la plus riche, qui est aussi la plus mobile, paient en moyenne entre 60 à 70% des impôts⁴ ? Comment vont-ils pouvoir continuer à taxer des entreprises qui n'ont même plus besoin d'avoir un emplacement physique sur leur territoire pour vendre à leurs résidents ? Comment vont-ils pouvoir faire respecter leur droit du travail quand les entreprises travailleront avec des employés et des prestataires situés au-delà de leurs frontières ? Comment vont-ils pouvoir dans ces conditions se sortir de l'énorme endettement dans lequel la plupart d'entre eux se sont engouffrés ?

Ce seront quelques-unes des nombreuses questions auxquelles je répondrai dans la 1^{re} partie de ce livre.

Dans la 2^e partie, je vous partagerai comment même les employés et les entrepreneurs les plus modestes peuvent immensément améliorer leur qualité de vie, leur liberté et l'argent qu'ils gagnent, à condition de se libérer de la *tyrannie de l'endroit*, et comment le faire. Je vous partagerai comment mettre en place des barrières asymétriques, faciles à ériger pour vous et difficiles à abattre pour les États, qui vont vous permettre de maximiser votre autonomie, comment protéger facilement votre vie privée et vos actifs, et de manière générale, comment tirer parti de ce nouveau monde et des forces disruptives qui le façonnent pour tirer votre épingle du jeu tout en créant une immense valeur pour vous-même, vos proches et le monde.

Nous verrons aussi les nouvelles formes fascinantes de gouvernance permises par les nouvelles technologies, donc certaines sont déjà mises en pratique sur le terrain, et comment elles se nourrissent des disruptions qui menacent les États-nations.

Alors, cher lecteur, êtes-vous prêt à partir à l'aventure à travers ces pages, pour explorer en quoi l'ancien monde se délite, observer comment le monde nouveau se construit, et voir comment vous pouvez profiter des opportunités qu'il offre pour bâtir un monde meilleur pour vous, vos proches et l'humanité, et vraiment apprécier le voyage et les mille et une aventures qu'il vous promet ?

Attachez vos ceintures, c'est parti.

4. Comme nous le verrons en détail dans le chapitre 2.

INTRODUCTION

COMMENT JE SUIS DEVENU NOMADE NUMÉRIQUE ET MULTIPAYS

DÉCEMBRE 2014

Cela fait trois ans que je voyage six mois par an, grâce à mon entreprise que je peux intégralement gérer sur le Web et qui me donne donc une liberté géographique totale, rejoignant la communauté grandissante des *digital nomads* (nomades numériques, en bon français), ces personnes qui travaillent entièrement sur Internet et peuvent ainsi résider n'importe où.

J'en ai profité pour découvrir le monde, vivre mille et une aventures fascinantes⁵ et m'ouvrir l'esprit en découvrant les nombreuses différences culturelles qui nous attendent à chaque sortie d'aéroport.

Mais jusqu'à présent, je vis toujours dans ma ville natale, Lille, dans le nord de la France.

Alors que je suis dans l'avion qui m'emmène au Brésil, je réfléchis à ce que l'on m'a dit maintes et maintes fois : « Mais pourquoi restes-tu en France alors que tu voyages déjà la moitié de l'année ? ».

Sous-entendu : « Pourquoi restes-tu dans l'un des pays les plus taxés du monde, et dans une culture que tu connais par cœur, alors que la totalité de la planète te tend les bras ? ».

Il est vrai que depuis longtemps, ma curiosité me pousse à franchir l'étape suivante, qui est d'aller vivre à l'étranger, pour pouvoir pleinement m'immerger dans une autre culture et apprendre ou approfondir une autre langue.

Et puis, la France faisant effectivement partie du top 5 des pays les plus taxés du monde chaque année depuis 2000⁶ et du top 3 depuis 2010, je sais que, quel que soit le pays que je choisirai, il y a de fortes chances que cela diminue mes impôts, et que je sois donc *payé* pour aller vivre ailleurs.

J'y pense, mais sans prendre de décision.

5. Voir toute l'histoire dans *Tout le monde n'a pas eu la chance de rater ses études*, 2016.

6. "Tax revenue Total, % of GDP, 2000-2022", OCDE.

FÉVRIER 2015

Peu de temps après le Brésil, je pars pour un voyage d'un mois aux États-Unis, qui est notamment l'occasion d'explorer La Nouvelle-Orléans, ma ville américaine préférée.

À mon retour en France, une surprise de taille m'attend.

Une lettre du RSI — l'administration dont je dépends alors pour mes cotisations sociales —, datée de déjà deux semaines, et qui m'annonce en substance :

« Hé, voilà, bonne nouvelle, nous nous sommes rendu compte que vous nous devez encore 95 000 €, et nous vous demandons de régler super vite, parce que vous êtes en retard, et si vous ne le faites pas, nous allons vous faire payer des pénalités, et si vous ne payez toujours pas, nous vous enverrons des huissiers. Merci de travailler avec nous, c'est toujours un plaisir.

Bisous, le RSI. »

Dire que je suis atterré par une telle lettre est un faible mot.

Quatre-vingt-quinze mille euros, ça correspond *grasso modo* à la totalité de la somme qui se trouve sur le compte bancaire de mon entreprise, et surtout, ce montant paraît complètement délirant par rapport aux prévisions que mon comptable m'a annoncées – et à mon chiffre d'affaires de l'époque.

Pris de panique, j'envoie un e-mail à mon comptable avec un scan de la lettre en pièce jointe, puis je me ronge les ongles en attendant son verdict.

Celui-ci arrive quelques heures plus tard : « Ne vous inquiétez pas, il s'agit manifestement d'une erreur. J'ai refait le calcul, et vous leur devez 25 000 euros. Plusieurs de nos clients ont eu le même problème, apparemment ils ont un bogue informatique. Nous allons leur écrire avec les éléments pour qu'ils rectifient. »

Un bogue informatique ?

Une rapide recherche sur Internet m'apprend que des bogues, le RSI en a pléthore, et depuis des années. C'est même – et l'expression n'est pas une figure de style – une « catastrophe industrielle ».

Qui dit cela ? Un commerçant levé du mauvais pied qui râle après avoir reçu un appel à cotisations un peu salé ? Un artisan mécontent du délai pour se faire rembourser ses prestations médicales ?

Pas du tout, c'est la Cour des comptes en personne, la plus haute juridiction financière et administrative de France, qui a employé ces mots dans un rapport de 2012, dans une section sobrement intitulée « Un lourd échec⁷ ».

En plus de ce rapport au vitriol, je trouve aussi des articles accablants dans la presse⁸, montrant que, trois ans après le constat de la Cour des comptes, les problèmes sont

7. « Rapport sur la Sécurité Sociale de 2012 », chapitre 7 : « Le RSI et l'interlocuteur social unique », Cour des Comptes.

8. Quelques exemples d'articles publiés à l'époque, dont les titres donnent le ton : « Le RSI, cauchemar des travailleurs indépendants » (*Les Échos*, avril 2014), « Pourquoi les travailleurs indépendants fustigent le RSI » (*Le Monde*, mars 2015), « Le fiasco du RSI » (*Décideurs Magazine*, avril 2015), « La Sécu des artisans commerçants : un vrai calvaire ! » (*Capital*, mars 2013), etc. La liste est longue.

toujours nombreux et touchent des millions d'entrepreneurs. Des huissiers sont même parfois mandatés pour recouvrer des sommes fantaisistes issues d'erreurs informatiques.

Je me rappelle alors un article paru un peu plus d'un an auparavant, qualifiant la France de « championne d'Europe » des prélèvements obligatoires⁹, et décide d'aller consulter les derniers chiffres sur le site de l'OCDE – l'Organisation de coopération et de développement, qui regroupe les 38 pays les plus riches du monde.

Résultat : en 2014, la France était le deuxième pays le plus taxé du monde, juste derrière le Danemark¹⁰ (tous deux se disputent chaque année la première place, nous allons le voir), avec un taux de taxation moyen supérieur de 33 % environ à la moyenne des pays de l'OCDE¹¹.

Et ce n'est pas nouveau : toujours d'après l'OCDE, depuis 1965 (date à laquelle l'organisme a commencé à collecter ces données), le taux d'imposition en France a, tous les ans, dépassé la moyenne des pays les plus riches. Sur la période 1965 à 2020, il est supérieur de 31 % à la moyenne¹²!

En lisant tout cela, je me dis : « Si tu attendais un signe de l'univers, alors le voici. » C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Ma décision est prise : je pars vivre à l'étranger.

L'herbe est-elle vraiment plus verte ailleurs, ou n'est-ce qu'une chimère ? Il n'y a qu'un seul moyen de le savoir : en testant moi-même.

Je ne le formule pas encore exactement comme cela, mais en constatant que le deuxième pays le plus taxé du monde fournit un service d'assurance santé – obligatoire – si défaillant qu'il est qualifié de « catastrophe industrielle » par l'organisme officiel chargé d'analyser son fonctionnement, je me pose une question fondamentale – et, nous le verrons, profondément disruptive pour les États-nations modernes : Est-ce que je bénéficie là du meilleur rapport qualité-prix possible pour les services offerts par un gouvernement ?

MARS 2015

Après avoir hésité entre Amsterdam, Barcelone, Malte et Londres, j'opte pour Londres, pour les raisons suivantes :

- c'est une grande capitale, stimulante intellectuellement, qui offre de nombreux services et divertissements – en somme, un beau « terrain de jeu ».

9. « La France, championne d'Europe des charges sociales pesant sur les entreprises », *Le Figaro*, novembre 2013.

10. « Tax revenue », OCDE, revenus de l'impôt par rapport au PIB <https://data.oecd.org/tax/tax-revenue.htm>

11. Ce taux reste constant : la moyenne sur la période 2000 à 2020 est un taux de taxation en France supérieur de 34 % à la moyenne de l'OCDE.

12. Chacun peut vérifier ces chiffres, et ceux de son pays, sur <https://data.oecd.org/tax/tax-revenue.htm>

- Elle n'est qu'à 1 h 30 de Lille en train (il me sera donc facile de faire venir mes amis et ma famille, et d'aller les voir quand je le voudrai) et à 2 h 30 seulement de Paris.
- C'est un grand hub aérien, je pourrai donc voyager partout dans le monde très simplement et rapidement.
- J'y connais déjà quelques entrepreneurs (dont mon éditeur !) et je pourrai me connecter à plusieurs réseaux professionnels, ce qui facilitera mon insertion.
- Je veux devenir *business angel* (j'ai déjà investi dans deux entreprises et une start-up). Or, cette ville en regorge.
- La langue : c'est l'occasion de parfaire ma maîtrise de l'anglais, et de diminuer un peu mon accent très français.
- Je suis fasciné par la culture anglo-saxonne, et c'est là une chance unique de l'explorer de l'intérieur.
- La météo est à peu près la même qu'à Lille, donc pas de changement pour moi sur ce plan-là...

... Et bien sûr, je prévois de continuer à voyager comme avant, donc je compte bien ne *pas* passer l'hiver à Londres.

De plus, la Grande-Bretagne faisant alors encore partie de l'Union européenne, la paperasse pour m'y établir est absolument minimale.

En décidant de quitter ainsi la France, je fais aussi une croix sur toute retraite que pourrait me donner le gouvernement français, ainsi que sur le fruit des quinze années de cotisations dont je me suis déjà acquitté¹³.

Non pas que cela m'inquiète outre mesure : en consultant les chiffres disponibles à l'époque, j'en ai déjà conclu qu'il vaut mieux que je compte sur moi-même plutôt que sur le gouvernement, et que je dois me constituer ma propre retraite¹⁴.

Je pars donc 15 jours à Londres, en repérage : j'explore d'abord différentes parties de la ville, pour voir celles qui me plaisent, puis je visite plusieurs appartements, jusqu'à trouver la perle rare, à Islington, un charmant quartier aux airs de village dans le nord-ouest de Londres, pas très loin de la gare de St Pancras.

Je choisis un meublé, afin d'avoir la flexibilité de déménager rapidement si l'envie m'en prend.

Je rentre ensuite à Lille avec une mission simple : donner la majeure partie de mes biens, y compris mes meubles, accomplir toutes les formalités le plus vite possible, et déménager mon entreprise de la France vers le Royaume-Uni.

13. Le peu d'années durant lesquelles j'ai cotisé étant bien insuffisant pour toucher une retraite digne de ce nom.

14. Les chiffres de l'époque, que j'ai partagé dans *Tout le monde n'a pas eu la chance de rater ses études* : « Le système principal, qui jusqu'à présent était à l'équilibre, aura besoin d'un apport externe représentant 0,7% du PIB annuel en 2020... et 1,7% en 2050 (source : Observatoire des Retraites, "Le financement de la retraite"). En se basant sur le PIB de 2013 cela représente respectivement 15 et 36 milliards d'euros par an. Qui va les payer ? Et les réserves des caisses de retraites complémentaire (Agirc et Arcco) risquent d'être épuisées dès 2018 et 2025 respectivement (source : *Le Monde*, "Retraites complémentaires : un système à bout de souffle", 2015). »

AVRIL 2015

Après avoir constaté que, une fois tous mes meubles partis, il me reste 25 cartons d'objets, dont 17 de livres, je décide de franchir l'étape suivante d'un minimalisme que je pratique depuis déjà plusieurs années, en réduisant mes possessions à ce que pourrait contenir le coffre d'une voiture.

Je rachète au format numérique tous les livres qui m'ont marqué, donne les 17 cartons à un ami, et mes objets inutiles à qui veut bien les prendre, et pose pour une photo devant toutes mes possessions de l'époque, fier de les avoir réduites au minimum :



Photo de toutes mes possessions matérielles juste avant de partir à Londres, en mai 2015.

MAI 2015

Le 5 mai, j'arrive à Londres. Il s'est écoulé moins de trois mois entre ma décision et mon déménagement.

Je suis aidé par le fait que mon entreprise :

- n'a pas de bureaux. Tout le monde travaille à distance.
- N'a pas d'horaires fixes. Chacun travaille aux heures qu'il souhaite.
- Fonctionne en mode asynchrone. Nous décourageons les réunions et les conversations en direct, et utilisons des outils comme Asana pour communiquer.

- N'a aucun employé. Étant donné ma mission d'aider les gens à devenir entrepreneur, et d'aider les entrepreneurs à développer leur entreprise sans se tuer à la tâche, je souhaite donner l'opportunité de l'entrepreneuriat à tous ceux qui travaillent avec moi, qui ont donc tous leur propre entreprise et sont libres de travailler avec d'autres clients.

L'endroit physique où se trouvent les membres de l'équipe – moi compris – n'a donc aucune importance.

Je déménage le siège social de Lille à Londres d'un claquement de doigts¹⁵, avant de me déménager moi-même.

Ce faisant, je divise instantanément mon taux d'imposition par deux. À travail égal :

- l'impôt sur les sociétés passe de 33 % (à l'époque) à 20 %, soit une réduction de quasiment 40 %
- L'impôt sur le revenu, lui, ne change guère.
- Mon comptable britannique m'apprend en revanche que le fonctionnement des dividendes est beaucoup plus souple que celui en vigueur en France (je peux me payer en dividendes tous les mois plutôt qu'une fois par an en France), et que le taux de taxation est de 37,5 %, contre 42,5 % en France¹⁶.
- Et, surtout, les cotisations sociales passent d'environ 47 %¹⁷ à environ 25 %¹⁸, soit une division pratiquement par deux de cet impôt ô combien important dans les charges globales, et ô combien souvent oublié dans le calcul de ceux qui se demandent combien ils versent à leur État. Au final, étant donné mon statut d'entrepreneur qui me permet de renoncer à certains services tels que la retraite, le taux des cotisations sociales est presque divisé par quatre, comme me l'apprend très vite mon comptable.

Avec tous ces impôts économisés, je suis donc effectivement payé — et même bien payé — pour découvrir une nouvelle culture, élargir mon horizon intellectuel et parfaire ma maîtrise de l'anglais.

Mais vais-je recevoir en échange un service de santé à la qualité elle aussi divisée par quatre par rapport à la France ? Vais-je bénéficier de services globaux, de la part du gouvernement anglais, eux-aussi divisés par deux ?

La réponse ne tarde pas à venir.

15. Les lois de l'Union européenne autorisent à déplacer une entreprise d'un pays membre à l'autre. Dans les faits, cela revient à radier l'entreprise dans le pays A et à en créer une nouvelle dans le pays B, mais la raison de la radiation indiquée sur le document officiel est « transfert du siège social dans pays B ».

16. En France : taux marginal supérieur de l'IR de 45 %, ramené à 27% après abattement de 40%, puis ajout de 15,5% de prélèvements sociaux pour un total de 42,5%. En Grande-Bretagne, la tranche supérieure est de 37,5 %, et il n'y a pas de cotisations sociales sur les dividendes. Tous ces calculs sont valables pour 2015.

17. Assurance vieillesse 15,35 % + assurance maladie + CSA 13,55 % + CSG/CRDS 7,86 % (8 % de 98,25 % du salaire brut) + chômage 6,4 % + allocations familiales 3,45 % + cotisations diverses 0,67 % = 47,28 %. Cela inclut les cotisations salariales et patronales (voir chapitre 6 pour comprendre pourquoi je les combine). Ces taux sont valables pour 2015.

18. 12 % pour la part salariale, et 13,8 % pour la part patronale.

PLUS TARD, EN 2015

Je me rends pour la première fois chez un médecin anglais. À la fin de la consultation, je lui demande combien je lui dois.

Elle me regarde, surprise : « Comment ça, combien vous me devez ? »

C'est à mon tour d'être surpris : « Je veux dire, je dois bien vous payer la consultation, non ? »

Elle sourit alors, hoche la tête, et me dit : « *I can see you are French* – Je vois que vous êtes français ! »

Je découvre alors que, non content de coûter deux fois moins cher¹⁹ en cotisations que l'Assurance maladie française, le système de santé anglais est totalement gratuit, de A à Z. Vous n'avez jamais besoin d'avancer le moindre centime, tout est couvert par l'État. Pas besoin de mutuelle obligatoire, de tiers payant et autres joyeusetés administratives.

Cela ne veut pas dire que le système anglais est parfait, loin de là : là-bas le système public est entièrement aux mains de l'État, qui est l'employeur direct du personnel médical. Si un médecin veut être indépendant, il doit appartenir au secteur privé – qui, lui, n'est pas pris en charge²⁰.

La disparité des revenus rend le secteur public moins attractif, et la qualité s'en ressent quelque peu : je dirais qu'elle est à 80 % de celle du système français.

Mais cela signifie que, pour des cotisations sociales deux fois moins cher, les Anglais bénéficient d'un système de santé à 80 % de l'efficacité du système français : c'est un bien, bien meilleur rapport qualité-prix.

Car voudriez-vous multiplier par deux vos dépenses de santé pour améliorer votre prise en charge de 20 % ?

Un nouveau mythe s'effondre, et je découvre alors que ce concept d'une Sécurité sociale française vantée par les gouvernements successifs comme le meilleur système de santé du monde est digne d'une opération de propagande stalinienne.

C'est au point que de nombreux Français ont l'impression, plus ou moins vague, qu'ailleurs — et particulièrement dans les pays anglo-saxons — on laisse les gens sans le sou mourir dans la rue au moindre souci de santé, et que les expatriés reviennent se faire soigner en France..

Et beaucoup de gens y croient, pour une raison simple : ils n'ont jamais eu l'occasion de comparer leur système avec celui d'autres pays.

En fait, la plupart des gens naissent dans un pays, étudient et obtiennent leur diplôme dans ce pays, font leur carrière dans ce pays, se marient dans ce pays, élèvent leurs

19. Environ. La phrase « le taux des cotisations sociales est presque divisé par quatre » un peu plus haut tient compte du fait que j'ai choisi de ne pas cotiser pour la retraite, en me versant des dividendes plutôt qu'un salaire.

20. « NHS doctors told to declare income from private work », BBC News, 2016.

enfants dans ce pays, prennent leur retraite dans ce pays et meurent dans ce pays. Beaucoup d'entre eux ne parlent aussi couramment que la langue de ce pays.

Je leur ai donné un nom : les monopays.

Comme les monopays ne connaissent les rouages internes que d'un seul pays, ils sont facilement manipulés par tout ce que raconte leur gouvernement sur les performances formidables de tel ou tel aspect de leur système – comme pour la Sécurité sociale en France.

Et bon nombre d'entre eux surenchérisent sur cette méconnaissance en ne faisant absolument aucune recherche sur Internet pour comparer les chiffres que leur donnent les politiciens avec ceux d'autres pays, ou simplement pour mettre en perspective ce qu'ils voient autour d'eux.

MAI 2018

Cela fait trois ans que je vis à Londres, et j'en tire le bilan :

- j'ai vraiment beaucoup progressé en anglais.
- J'ai pris des cours de réduction d'accent. Même si j'ai toujours un (gros) accent français, je suis à présent compréhensible, la plupart du temps, par un anglophone natif :).
- Grâce à l'argent que j'ai économisé en impôts, j'ai investi dans dix start-up, réalisant mon souhait de devenir *business angel* et de pouvoir contribuer à l'économie d'une manière que j'estime bien plus pertinente que si cet argent avait été pris par un État.
- Fidèle à ma conviction que c'est à moi de constituer ma retraite, j'ai alloué ce que j'aurais dû payer en cotisations (et même plus) à des investissements en Bourse et dans l'immobilier.
- Même si cela faisait déjà près de quatre ans que je voyageais six mois par an quand j'ai déménagé, vivre à l'étranger représente clairement une étape supplémentaire : cela permet d'explorer une autre culture en profondeur et de mieux connaître les concepts qu'elle valorise ou non.
- J'ai profité à fond de cette ville, de ses musées incroyables, de ses canaux peu connus des touristes, de son architecture mêlant constamment l'ancien et le nouveau, de sa culture, de sa musique, sa nourriture internationale ultra diversifiée ; j'ai fait des rencontres extraordinaires, et globalement, j'en ai pris plein les yeux.

Mais trois ans à Londres, ça me suffit. L'appel de la découverte me démange à nouveau. Où vais-je aller vivre, cette fois-ci ? J'ai littéralement le monde dans le creux de ma main, et je peux choisir presque n'importe quel endroit du globe qui me plaît...

JUIN 2018

Après avoir hésité entre Lisbonne et Dubaï, je finis par choisir Dubaï. L'une des raisons qui me fait basculer est une discussion avec un ami entrepreneur, pourtant profondément amoureux de Lisbonne, qui me dit : « Olivier, tu es quelqu'un d'ambitieux, qu'est-ce que tu irais faire à Lisbonne ? Cette ville est trop petite pour toi, tu vas t'y enterrer. »

Venant de sa part, c'est un argument puissant, qui fait mouche.

Mais ce n'est pas le seul, et Dubaï a de nombreux avantages à faire valoir, beaucoup étant, de manière surprenante, semblables à ceux de Londres.

Les avantages de Dubaï comparables à ceux de Londres sont les suivants :

- une grande ville dynamique, avec un bouillonnement intellectuel, économique et artistique important.
- Un grand hub pour les voyages aériens.
- L'anglais comme langue officielle²¹.
- Un environnement très favorable aux entreprises et aux entrepreneurs.
- Une plus faible taxation qu'en France (encore une fois, ce n'est pas difficile).
- Un Mastermind permanent : la ville abrite tellement de brillants entrepreneurs, vivant sur place ou de passage, qu'on y fait constamment des rencontres passionnantes et que les idées fusent sans cesse.

Quant aux avantages différents de ceux de Londres, ce sont :

- un climat ensoleillé toute l'année.
- Un emplacement au cœur de la masse continentale eurasiatique, qui permet d'explorer facilement l'Europe, l'Asie et l'Afrique.

Et, tout comme j'avais prévu d'éviter Londres de janvier à mars, je prévois cette fois d'éviter Dubaï de juin à septembre, pour échapper au torride été, qui est probablement le point le plus noir de cette ville.

De plus, mes recherches me font découvrir que, contrairement à ce que je croyais, Dubaï ne produit pas de pétrole et tire ses revenus d'autres sources, tout en ayant zéro impôt direct.

Je le répète, car cette découverte m'a beaucoup surpris, et je sais que c'est une fausse idée très répandue : le pétrole constitue aujourd'hui moins de 1 % du PIB de Dubaï²², et cela fait longtemps qu'il n'a qu'une part minoritaire dans l'économie de cet État²³.

J'étais intrigué, et voulais mieux comprendre comment un État pouvait fonctionner en faisant si différemment des autres pays.

J'aurai l'occasion de revenir plus en détail sur Dubaï et les nombreux clichés qui circulent à son sujet dans la 2^e partie de ce livre.

21. Avec l'arabe, bien sûr.

22. « Dubai's the Very Model of a Modern Mideast Economy », Bloomberg, 2018.

23. Le pétrole contribuait à hauteur de 24 % au PIB de Dubaï en 1990, et seulement 7 % en 2004. Jeffrey Sampler et Saeb Eigner, *Sand to Silicon. Going global*, Motivate Publishing, 2008, p. 11.

JUILLET 2018

Je profite de ce déménagement pour donner à nouveau l'essentiel de mes possessions, et me retrouve uniquement avec des objets pouvant tenir dans le coffre d'une voiture.



Photo de toutes mes possessions matérielles avant de partir à Dubaï, en juillet 2018. La guitare continue de m'accompagner, et, oui, je me suis laissé pousser un peu la barbe ;).

En m'installant à Dubaï, je découvre, et c'est peu dire, une toute nouvelle dimension dans le rapport qualité-prix que peut offrir un gouvernement.

L'une de mes plus grandes surprises est d'apprendre qu'il existe un ministère du Bonheur, dont la mission est de s'assurer que tous les services gouvernementaux

remplissent au mieux leur fonction. À cet effet, chaque site Web du gouvernement de Dubaï affiche une fenêtre de tchat, bien mise en avant, qui propose de noter la qualité du service et de remonter une plainte si besoin. Les résultats ne sont pas envoyés au service en question : ils sont remontés directement au ministère du Bonheur, qui les utilise pour donner une note à tous les services gouvernementaux.

La qualité des services gouvernementaux fait régulièrement l'objet d'une évaluation, avec une récompense à la clé pour les meilleurs, tandis que les plus mauvais sont fortement invités à s'améliorer – tout cela publiquement²⁴. Ces derniers ont aussi parfois droit à une visite impromptue de l'émir de Dubaï, souvent à des heures très matinales²⁵, qui n'hésite pas à licencier sur-le-champ tout fonctionnaire qui ne serait pas à son poste²⁶.

Cette approche, combinée avec celle, que je n'avais vue nulle part ailleurs, consistant à considérer les résidents comme des clients, aboutit à une efficacité des services gouvernementaux absolument admirable : toutes les démarches ou presque se font en ligne, les sites Web fonctionnent bien, les fonctionnaires sont efficaces, et tout cela pour le coût somme toute très raisonnable de 0 % d'impôt sur le revenu, 0 % d'impôt sur les bénéfices, et 0 % d'impôt sur les gains de capitaux.

Difficile de faire mieux.

JANVIER 2020

Je prends lentement conscience d'une réalité qui me surprend, et même qui m'effraie : alors que je vis dans un pays qui est une monarchie absolue, je me sens plus libre que quand j'étais en France, une démocratie censée être parmi les meilleures du monde²⁷.

En réfléchissant aux raisons de ce sentiment, j'en conclus que c'est parce que, certes, à Dubaï, il y a moins de libertés politiques, mais qu'en compensation, il y a davantage de libertés économiques, et que pour un entrepreneur, ces dernières sont au moins aussi importantes que les premières, si ce n'est plus.

Quelques exemples :

- le droit de manifester n'existe pas à Dubaï, mais en général, les entrepreneurs (de tous pays) ne défilent pas dans la rue pour demander au gouvernement de les aider. Si par extraordinaire ils créent un mouvement qui *pourrait* organiser une grève, c'est en général pour demander au gouvernement de ne *pas* interférer dans leurs affaires – comme cela s'est vu avec le mouvement des Pigeons en

24. « Hamdan approves results of Dubai Government Customer and Employee Happiness Indices for 2022 », *Gulf Today*, 2023.

25. « Sheikh Mohammed makes surprise visit to Dubai government offices », *Gulf Business*, 2016.

26. « Dubais ruler orders management shake-up after absences », *Reuters*, 2016.

27. En 2021, sur 167 pays, la France est classée 22^e pays le plus démocratique par le Democracy Index.

France en 2012, qui protestaient contre une hausse des impôts qui allaient pénaliser la prise de risques en entrepreneuriat²⁸.

- En France et dans de nombreux pays, il est obligatoire de cotiser à la Sécurité sociale, même si vous pensez que ce système est trop cher, inefficace, source de gaspillage, et qu'il accapare une part significative de vos revenus. Si vous essayez de vous désaffilier, vous risquez d'être condamné à des peines allant jusqu'à la prison, comme ce fut le cas pour quelques membres du mouvement des Libérés de la Sécu²⁹. Je n'ai jamais compris cela : si la Sécurité sociale est censée être le meilleur système du monde, pourquoi ne pas laisser ceux qui le souhaitent s'y affilier ou la quitter librement ? Au lieu de cela, la France, et de nombreux pays, punissent ceux qui désirent s'en émanciper. À Dubaï, l'assurance santé fonctionne comme l'assurance auto en France : elle est obligatoire, mais vous pouvez librement la choisir parmi tous les acteurs privés du marché, y compris ceux basés dans d'autres pays, et tout le monde trouve cela normal³⁰.
- Je demande donc un devis auprès de plusieurs sociétés d'assurance : la meilleure me propose une assurance santé valable dans l'ensemble du monde, à part les États-Unis (où le coût de la santé est tellement cher qu'il augmente à lui seul le coût des assurances mondiales couvrant aussi ce pays), et qui me couvre à hauteur d'1 million d'euros par an, pour un coût mensuel de 154 € par mois, avec 0 € de franchise, soit un coût infiniment moins cher que ce que m'aurait coûté la Sécu en France, ou même le système de santé britannique. Cerise sur le gâteau ? Elle me donne accès aux meilleurs hôpitaux et services de santé à Dubaï, qui sont vraiment une gamme au-dessus de ce qu'on trouve en Grande-Bretagne et en France.
- Les régulations sont « le cholestérol qui bouche les artères de la civilisation » (Elon Musk), et les pays occidentaux comme la France en regorgent. Dubaï a aussi des régulations, bien sûr, mais bien moins nombreuses, et vous laisse plus libre de vous focaliser sur votre projet.

Ces éléments, et bien d'autres, me conduisent donc à me sentir plus libre dans une monarchie absolue que dans une démocratie. J'en conclus qu'en Occident, nous négligeons trop la liberté économique, et que nous devrions en parler davantage dans le débat public... et l'améliorer.

28. L'imposition est une des deux manières principales pour les gouvernements d'interférer dans les affaires des entrepreneurs, la seconde étant les régulations.

29. Le mouvement des Libérés argue que le droit de l'Union européenne permet à chacun de ses citoyens de s'affranchir du monopole de Sécurité sociale mis en place par certains pays membres en mettant en concurrence les assurances santé publiques et privées de chaque pays. Le gouvernement français n'était pas d'accord et a fait condamner plusieurs meneurs de ce mouvement, qui a incité plus de deux mille entrepreneurs à se désaffilier de la Sécu, à des peines de prison avec sursis. « Prison avec sursis pour avoir incité à se passer de la Sécu », *Le Figaro*, 2018.

30. La Suisse a un système similaire, ainsi que d'autres pays.

JANVIER 2021

La crise du Covid m'a permis de découvrir un autre avantage insoupçonné de Dubaï : alors que les pays occidentaux enchaînent les confinements, il n'y en a eu qu'un seul ici, au tout début, et depuis, nous avons pu vivre une vie libre, avec un accès aux restaurants et aux bars.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu de restrictions : le port du masque était obligatoire, les établissements recevant du public devaient respecter la distanciation sociale, et la température était vérifiée à l'entrée.

Mais, comparé aux mesures mises en place dans la plupart des pays, Dubaï était un havre de liberté et est temporairement devenu le centre du monde pour tous ceux qui étaient suffisamment mobiles pour s'y rendre et échapper aux restrictions imposées dans leur pays.

Je ne critique pas forcément les choix de ces autres pays : ils avaient probablement leurs raisons. Mais force est de constater que Dubaï a opté pour une autre politique, et qu'elle a fonctionné aussi.

FÉVRIER 2021

Je réalise que je peux choisir moi-même mes impôts et probablement faire un meilleur job qu'un gouvernement typique. Je décide de donner 10 % des profits de mon entreprise à des associations caritatives triées sur le volet, pour maximiser l'effet positif qu'elles peuvent avoir sur le monde.

Je comprends ainsi qu'être un multipays, c'est aussi pouvoir choisir comment être solidaire, plutôt que d'être forcé d'adhérer à un système auquel je ne crois plus, susceptible de financer des causes auxquelles je ne crois pas davantage.

AVRIL 2022

Un peu moins de douze ans après avoir commencé à voyager six mois par an, sept ans après avoir quitté mon pays natal, je dois me rendre à l'évidence : j'adore ma vie.

J'adore vivre à l'étranger, explorer le monde et m'immerger dans d'autres cultures. Cela m'ouvre l'esprit, m'enseigne mille et une choses passionnantes, rend la vie plus intéressante, plus épicée, détruit l'ennui et me donne un regard plus pertinent sur le monde.

C'est aussi l'occasion de pratiquer des langues étrangères³¹, ce qui entraîne constamment l'esprit à penser différemment et crée même une nouvelle interface

31. En plus du français, je parle couramment l'anglais et le portugais.

avec la réalité : chaque langue possède des mots difficilement traduisibles dans d'autres, révélateurs d'un meilleur rapport à la réalité sur des points précis³².

J'adore également avoir des véritables amis dans le monde entier, dans des pays aussi divers que le Portugal, les États-Unis, le Brésil, le Canada, les Philippines, l'Angleterre, le Japon... et même la France!

Au fil des années, en discutant avec des monopays, je perçois de mieux en mieux les angles morts qu'ils ont presque tous, qui contraignent leurs pensées et leurs actes, limitant leurs possibilités.

Cela me donne à la fois un sentiment de frustration – en voyant toutes les possibilités dont ils se privent – et une envie de faire partager à un maximum de personnes l'incroyable liberté et les innombrables opportunités qui les attendent dès qu'ils commenceront à internationaliser un peu leur état d'esprit.

Voilà pourquoi j'ai décidé d'écrire le livre que vous tenez entre les mains : pour vous permettre de bénéficier des richesses qu'apporte cette internationalisation de votre esprit... et de votre vie. Une vie plus libre, plus riche, plus ouverte sur le monde, dans laquelle les frontières ne sont plus des murs mais des portes vers de nouvelles et incroyables opportunités.

Mais, avant que je vous expose comment tirer votre épingle du jeu dans ce monde nouveau, il nous faut comprendre pourquoi et comment l'ancien monde est disrupté dans ses fondations, et vacille.

32. Par exemple, le mot *accountability*, qu'on pourrait traduire par « responsabilité », mais qui, en anglais, a un sens plus large. Ce serait plutôt « le devoir de rendre des comptes » ou « le devoir de répondre de ses actes », « le fait d'être redevable » ou encore « le fait d'être responsable de ses résultats ». Des expressions imparfaites, mais qui vous donnent une idée de sa signification.





CHAPITRE 1

10 PRINCIPES QUE NOUS ENSEIGNE L'HISTOIRE POUR PRÉDIRE LE FUTUR

« À quoi ont servi vos études d'histoire ? Avez-vous appris plus sur la nature humaine que ce que l'homme de la rue peut apprendre sans même ouvrir un livre ? »

Will et Ariel Durant

À cette question audacieuse³³, je réponds :

« Quant aux méthodes, il peut y en avoir des millions et davantage, mais les principes sont peu nombreux. L'homme qui comprend les principes peut sélectionner avec succès ses propres méthodes. L'homme qui essaie les méthodes en ignorant les principes est sûr de rencontrer des problèmes. »

Harrington Emerson

Car pour celui qui sait observer, l'histoire est en effet riche de leçons sur les principes de la nature humaine.

Et en apprenant ces principes, nous pouvons anticiper les méthodes qui seront employées par les gouvernants, et prédire, dans les grandes lignes, leur comportement face aux disruptions qui s'annoncent, et dont nous parlerons en détail au prochain chapitre.

Je vous vais donc exposer dix principes que nous enseigne l'histoire, et sur lesquels nous reviendrons encore et encore tout au long du livre pour mieux prédire le futur.

Commençons donc par remonter un petit peu en arrière...

L'EMPIRE ROMAIN ET LA NAISSANCE DU SERVAGE

Nous sommes en 297. L'empereur Dioclétien est en train d'achever ses réformes : ce qui restait des institutions de la République romaine disparaît, et l'Empire romain

33. D'un couple d'historiens qui n'avait aucun doute sur la réponse à donner.

se transforme en une véritable monarchie absolue. Pour cela, il forme la plus large administration qu'ait connue l'Empire, forte de 35 000 fonctionnaires — là où le premier empereur Auguste n'en avait besoin que de quelques centaines³⁴ — et grossit l'armée jusqu'à ce qu'un homme sur quinze s'y retrouve enrôlé³⁵.

Cela coûte cher, et Dioclétien a besoin de faire rentrer de l'argent dans les caisses : il réforme donc l'impôt, et surtout, il en augmente les taux. Et pour bien lever tout cet argent, il prend soin, parmi ces nouveaux fonctionnaires, d'embaucher de nombreux collecteurs.

Quels ont été les résultats de cette réforme ? Comme nous l'apprennent les historiens Will et Ariel Durant³⁶ :

« La fiscalité atteignit de tels sommets que les gens perdirent toute motivation à travailler ou à gagner de l'argent, et une compétition sans merci s'engagea entre les juristes qui trouvaient des moyens d'échapper à l'impôt et ceux qui formulaient des lois pour empêcher l'évasion.

Des milliers de Romains, pour échapper au collecteur d'impôts, s'enfuirent par-delà les frontières pour trouver refuge chez les barbares. Cherchant à contrôler cette mobilité insaisissable, et à faciliter la réglementation et la taxation, le gouvernement émit des décrets liant le paysan à son champ et l'ouvrier à son atelier jusqu'à ce que toutes ses dettes et taxes aient été payées. C'est ainsi, et par d'autres moyens, que commença le servage médiéval³⁷. »

Nous avons donc l'exemple d'un gouvernement qui, face au problème d'une population qui fuit une taxation excessive, finit par *l'attacher* légalement au territoire pour mieux la contrôler, réduisant fortement ses libertés au passage... à tel point, dans le cas présent, que ce fut l'origine d'un système de quasi-esclavage qui dura plus de mille ans³⁸.

Ce n'est ni la première fois, ni la dernière — y compris plus près de nous, nous le verrons — qu'un gouvernement s'est senti obligé de réduire de la sorte la mobilité et les libertés de sa population pour mieux la contrôler.

1^{er} principe à retenir de l'histoire : la puissance des gouvernements repose sur l'immobilisme de leurs sujets. Et quand une population a tendance à leur échapper, diminuant ainsi leur base taxable et leur force de travail, nombre d'entre eux ont la tentation de rétablir le contrôle en liant cette population à leur territoire, par différents moyens, y compris les plus extrêmes. Ces moyens réduisent toujours la liberté de leurs sujets.

34. « Rome: Decline and Fall? Part II: Institutions », Bret Devereaux, 2022 ; Warren Treadgold, *A History of the Byzantine State and Society*, 1997.

35. *A History of the Byzantine State and Society*, *op. cit.*, 112-1.

36. Lauréats du prix Pulitzer 1968.

37. Will et Ariel Durant, *The Lessons of History*. Ce livre, ainsi que *The Sovereign Individual*, de James Dale, Davidson et William Rees-Mogg, m'a incité à rechercher des principes historiques universels

38. Le servage fut aboli en France au ^{xiv}e siècle, en Grande-Bretagne au ^{xvi}e siècle, et avant la première moitié du ^{xix}e siècle dans la plupart des pays d'Europe de l'Ouest.

Cependant, pour qualifier un concept de *principe*, il faut pouvoir démontrer que ses conséquences se répètent à de nombreuses reprises au cours de l'histoire.

Autres exemples de ce principe dans l'histoire :

- en Angleterre, l'Ordonnance des Travailleurs, promulguée en 1349, qui fixe le salaire maximal à son niveau d'avant la peste noire³⁹ (afin d'empêcher les paysans de quitter leur seigneur pour aller vendre leurs bras au plus offrant) ;
- l'édit de 1712 de l'empereur chinois Kangxi, déclarant que son gouvernement « demandera aux gouvernements étrangers de faire rapatrier les Chinois qui ont été à l'étranger afin qu'ils soient exécutés⁴⁰ » ;
- les tatouages, indiquant qui « appartient » à qui, que les nobles thaïlandais imposent aux paysans pour les empêcher de fuir⁴¹ ;
- le rideau de fer⁴² et le mur de Berlin⁴³ (l'URSS et la RDA, qui empêchaient par tous les moyens leurs citoyens de fuir le pays, y compris en leur tirant dessus) ;
- aux États-Unis, l'imposition sur la nationalité plutôt que sur la résidence (les Américains doivent remplir une feuille d'imposition américaine même s'ils vivent à l'étranger – l'un des très rares pays à faire cela, nous y reviendrons) ;
- les *exit taxes* qui tentent de dissuader les entrepreneurs de partir vers des lieux plus cléments⁴⁴.

Et nous verrons qu'Internet rend aujourd'hui la tâche des gouvernements à la fois plus urgente et bien plus compliquée.

Avançons à présent de quelques années, pour nous retrouver à une époque un peu moins reculée.

39. La peste noire tua plus d'un tiers de la population anglaise en 1348. Comme la main-d'œuvre se raréfiait, certains seigneurs promettaient des salaires plus importants aux paysans des fiefs voisins, causant de fortes migrations. Pour endiguer cela et fixer les serfs à leur fief d'origine, le Parlement anglais interdit de proposer et d'accepter des salaires supérieurs à ceux d'avant 1348. Une des punitions pour les paysans qui transgressaient cette loi était le marquage au fer rouge sur la peau de la marque de leur seigneur.

40. Benedict Anderson, *Imagined Communities: reflections on the origin and spread of nationalism*, Verso, 1991.

41. James C. Scott, *Seeing Like a State* (paru en français sous le titre *L'Œil de l'État. Moderniser, uniformiser, détruire*).

42. Expression de Winston Churchill (1946) désignant la frontière fortifiée séparant le bloc de l'Est (pays européens sous influence soviétique) du bloc de l'Ouest (sous influence américaine), destinée à endiguer un flux exponentiel d'émigrés : entre 1945 et 1950, 15 millions de personnes émigrèrent de l'Est vers l'Ouest. Anita Böcker, *Regulation of Migration: International Experience*, Het Spinhuis, 1998.

43. Entre 1949 et 1961, 2,5 millions d'Allemands de l'Est fuirent vers l'Allemagne de l'Ouest – Jeffrey Gedmin, *The Dilemma of Legitimacy. The hidden hand: Gorbachev and the collapse of East Germany*, 1992. Entre la construction du mur (1961) et sa destruction (1989), seules 5 000 personnes purent s'échapper.

44. Et qui sont bien considérés comme des freins à la mobilité, voir par exemple la décision de la Cour suprême des États-Unis « *Crandall vs State of Nevada*, 73 U.S. 35 », en 1867 (oui, ça ne date pas d'hier), considérant que « puisque tous les citoyens ont le droit de se déplacer librement, un État ne peut imposer des taxes qui entravent leur capacité à partir [d'un État à l'autre des États-Unis]. », et les arrêts de la Cour de justice européenne qui limitent fortement les *exit taxes* pour les personnes qui déménagent d'un pays de l'Union européenne à un autre. Patricia Zakrzewska, *A legal study into the EU's approach towards exit taxation*, Lund University Publications, 2020.

LA CROISADE CONTRE LES CATHARES

Tout au long du ^{xii} siècle, l'Église catholique s'inquiète de la montée en puissance du catharisme⁴⁵, qu'elle considère comme une hérésie sapant les fondements de la « vraie » religion chrétienne, et de la société féodale.

Après avoir tenté par divers moyens plus ou moins diplomatiques d'endiguer le phénomène, sans succès, et devant sa montée en puissance et le nombre croissant de seigneurs qui s'y rallient, le pape Innocent III lance en 1208 la première croisade contre les « albigeois » (ou cathares).

De nombreux nobles catholiques y participent – souvent plus par appât du gain que par idéologie religieuse – et quelques décennies plus tard, cette « hérésie » est anéantie.

COMMENT L'IMPRIMERIE A DISRUPTÉ L'ÉGLISE CATHOLIQUE

Jusqu'en 1450, date de l'invention de l'imprimerie en Europe, la solution pour réprimer toute tentative de révolte contre l'Église catholique était simple : dépêcher des inquisiteurs, brûler les hérétiques et leurs écrits, lancer une éventuelle croisade si le mouvement était déjà un peu implanté, et hop ! la « révolution » était tuée dans l'œuf, ni vu ni connu.

Et quand, par miracle, l'Église échouait à complètement éliminer un mouvement (souvent parce qu'il était trop réduit pour vraiment la menacer), elle parvenait facilement à le cantonner à un tout petit pan de la population, sur une aire géographique limitée.

De nombreux mouvements « proto-protestants » ont ainsi été stoppés ou fortement contenus, comme les pétrobrusiens⁴⁶, les henriciens⁴⁷, le mouvement vaudois⁴⁸, les lollards⁴⁹, les Amis de Dieu⁵⁰, l'Église hussite⁵¹, etc.

45. Le catharisme est un mouvement religieux chrétien qui a émergé principalement dans le sud de la France, aux ^{xii} et ^{xiii} siècles. Les cathares prônaient une vision du christianisme très différente de celle de l'Église catholique. Ils croyaient en une dualité entre le bien et le mal, considérant le monde matériel comme l'œuvre d'un dieu mauvais et le monde spirituel comme l'œuvre d'un dieu bon. Les cathares rejetaient l'Église catholique, qu'ils voyaient comme corrompue, et prônaient une vie simple, ascétique, marquée par la pureté morale. Leur foi se concentrait sur l'esprit plutôt que sur le corps, et ils refusaient les sacrements catholiques, comme le baptême par l'eau, préférant un baptême spirituel.

46. Fondé par Pierre de Bruys en France au début du ^{xii} siècle, qui fut, selon les sources, condamné au bûcher ou tué par une foule hostile.

47. Mouvement fondé au tout début du ^{xiii} siècle par Henri de Lausanne, condamné pour hérésie et mort en prison.

48. Né en France au ^{xiii} siècle, persécuté par l'Église au point de quasiment disparaître, avant de fusionner avec le protestantisme.

49. Mouvement né en Angleterre à la fin du ^{xiv} siècle et réprimé jusqu'à pratiquement disparaître en 1440.

50. Fondé vers le milieu du ^{xiv} siècle en Suisse, il est stoppé net quand ses principaux instigateurs sont arrêtés et brûlés pour hérésie.

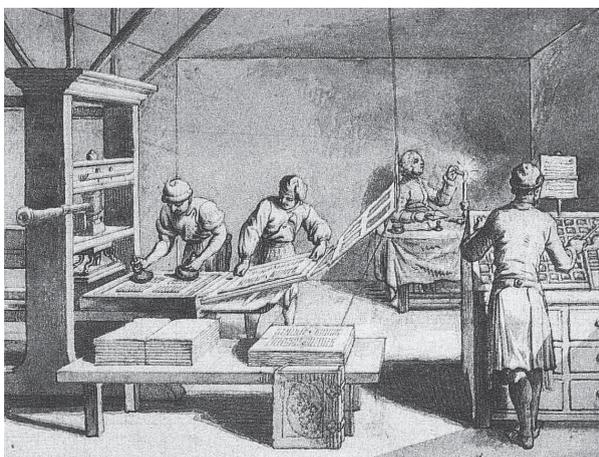
51. Initié au début du ^{xv} siècle par Jean Hus, condamné pour hérésie et brûlé en 1415. Les hussites furent influents sur une partie du territoire tchèque pendant encore deux siècles.

Mais dès lors que l'invention de l'imprimerie permet une large diffusion des écrits, cette stratégie devient caduque, et ce n'est qu'une question de temps avant qu'un mouvement puisse se propager si largement qu'il devient inarrêtable : c'est le protestantisme.

L'imprimerie a contribué à la diffusion du protestantisme, principalement de deux façons :

- en diminuant fortement le coût d'accès à la Bible et en facilitant la diffusion de la Bible dans la langue vernaculaire plutôt qu'en latin, elle a permis à davantage de fidèles de découvrir les textes religieux à la source et de constater le fossé entre leur contenu et l'interprétation qu'en faisait l'Église catholique.
- en diffusant très rapidement les idées du protestantisme dans toute l'Europe, au point qu'en quelques mois seulement, sa propagation est devenue incontrôlable. Le mouvement a été initié en 1517 par Martin Luther, et ses 95 thèses critiquant l'Église catholique se sont diffusées si rapidement dans toute l'Europe que son ami Friedrich Myconius écrivait par la suite : « Quatorze jours à peine s'étaient écoulés lorsque ces propositions étaient déjà connues dans toute l'Allemagne et, en quatre semaines, presque toute la chrétienté les connaissait. » Six mois plus tard, Martin Luther écrivait : « C'est un mystère pour moi que mes thèses [...] se soient répandues dans tant d'endroits. Elles étaient destinées exclusivement à notre cercle académique ici. »

Bref, c'était le premier contenu viral de l'époque pré-Internet.



Dessin de Daniel Nikolaus Chodowiecki
© Wikimedia Commons USA

Ce bad boy n'a l'air de rien, mais il a permis aux protestants de saper complètement le pouvoir de la toute-puissante Église catholique, qui ne s'en est jamais relevée.

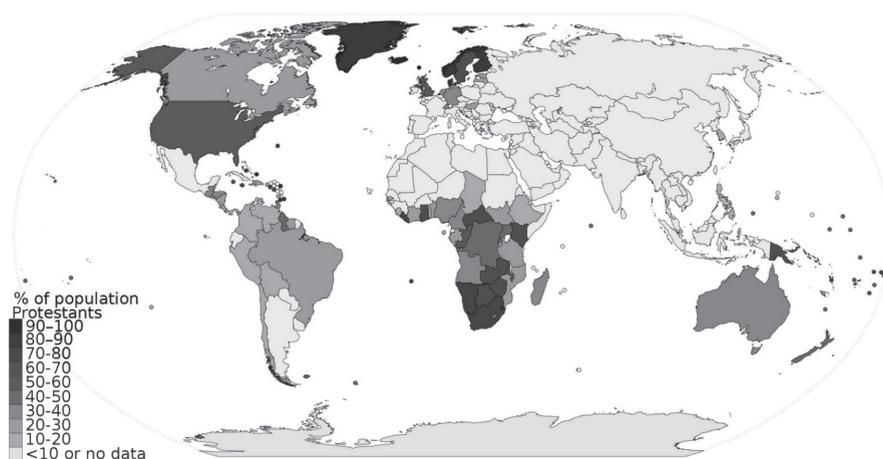
Comme toujours, l'Église utilise sa technique habituelle dans ce genre de cas : elle excommunie Martin Luther en 1521 et tente de le condamner au bûcher. Mais cette

fois, cela ne suffit pas : plus de 1,5 million de pamphlets de Luther sont imprimés au cours de la première décennie de la Réforme, contribuant inéluctablement à diffuser ses idées⁵².

Voyant à quel point cette technologie mine son autorité, l'Église tente de contrôler l'usage de la presse, obligeant les imprimeurs catholiques à demander la permission des supérieurs ecclésiastiques pour toute impression d'ouvrage religieux et interdisant l'impression anonyme de textes lors du concile de Trente, en 1546⁵³. Elle renforce encore cette stratégie en créant l'*Index librorum prohibitorum* (l'Index des livres interdits) en 1559, qui comprend des milliers d'ouvrages, dont beaucoup d'auteurs protestants.

Mais c'est peine perdue : le protestantisme continue de se répandre et, en moins de trente ans, coupe l'Europe en deux. Une division qui, plus de quatre siècles après, reste prédominante.

Ce raz-de-marée affaiblit tant le pouvoir de l'Église qu'elle ne s'en remettra jamais : quelle que soit son influence actuelle, cinq siècles après son apogée, elle n'est plus que l'ombre d'elle-même. Et aujourd'hui, près de 40 % des chrétiens dans le monde sont protestants⁵⁴.



© Creative Commons CC0 1.0 Universal Public Domain
Dedication / Wikimedia Commons

Pays par pourcentage de protestants en 2010.

2^e principe à retenir de l'histoire : **une technologie de communication bon marché et difficilement censurable est fortement disruptive pour les pouvoirs en place.** Elle a déjà prouvé sa capacité à complètement chambouler une institution vieille de plus de 1000 ans, avec une telle emprise sur la société qu'elle en paraissait indéboulonnable.

52. « How Luther went viral », *The Economist*, 2011.

53. Deuxième décret de la quatrième session du Concile. « Today in History: The Council of Trent and the Regulation of Printing », Watkinson Library, 2022.

54. « Christian Traditions », Pew Research Center, 2011 ; Hans J. Hillerbrand, *Encyclopedia of Protestantism: 4-volume Set*, Routledge, 2003.

Autre exemple de ce principe dans l'histoire : Internet, bien sûr, dont nous aurons l'occasion d'étudier en profondeur le pouvoir de disruption.

3^e principe à retenir de l'histoire : **quand une technologie de communication bon marché et difficilement censurable se développe et commence à diffuser des idées qui vont à l'encontre de celles des autorités en place, ces dernières tentent de la contrôler et d'instituer des mécanismes pour indiquer aux « bons croyants » ce qui est vrai et ce qui ne l'est pas.** Ainsi, les tentatives de l'Église pour contrôler l'utilisation de l'imprimerie et les livres mis à l'Index.

Autres exemples de ce principe dans l'histoire :

- le Code de la librairie en France, qui, de 1723 à la Révolution, oblige les imprimeurs et libraires à ne publier que les livres ayant été approuvés par la censure⁵⁵.
- le Code Hays régissant les comportements répréhensibles et ceux autorisés des films américains des années 30 aux années 60⁵⁶.
- la liste noire des sites Internet bannis en Russie (et dans d'autres pays).
- le « Grand Firewall » chinois.
- la « Commission de gestion de la désinformation » (Disinformation Governance Board) américaine, surnommée « le ministère de la Vérité », conçue pour « lutter contre la désinformation », et mort-née en 2022⁵⁷.

COMMENT GAGNER POUR MIEUX PERDRE : L'EXEMPLE DE L'EMPIRE OTTOMAN

Au xv^e siècle, l'Empire ottoman est une puissance qui fait trembler l'Europe entière.

En 1453, comme chacun sait, la prise de Constantinople par les Ottomans balaie les derniers vestiges de l'Empire romain après plus de 2 000 ans de règne.

Ce que l'on sait moins, c'est que le sultan Mehmed II ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Après avoir pris la capitale de l'Empire romain de l'Est, il est décidé à faire de même avec l'ancienne capitale de l'Empire romain de l'Ouest, et surtout le siège de la papauté : Rome.

En 1480, alors que l'Empire ottoman contrôle déjà toute la Grèce et une partie des Balkans, Mehmed envoie son amiral, Gedik Ahmed Pasha, à la tête d'une armée de 20 000 hommes, envahir l'Italie. Ils débarquent dans le Sud et prennent rapidement la ville d'Otrante. L'armée ottomane n'est plus qu'à quelques jours de marche de Rome.

55. « La censure dans la France des lumières », Kaouthar Koulmi, La Référence, 2016

56. « Hollywood Censored: Morality Codes, Catholics, and the Movies », Gregory D. Black, 1996

57. Annoncée le 27 avril 2022, et « mise en pause » le 18 mai de la même année. Malgré sa faible durée de vie, cette commission montre l'envie du gouvernement américain de contrôler Internet.

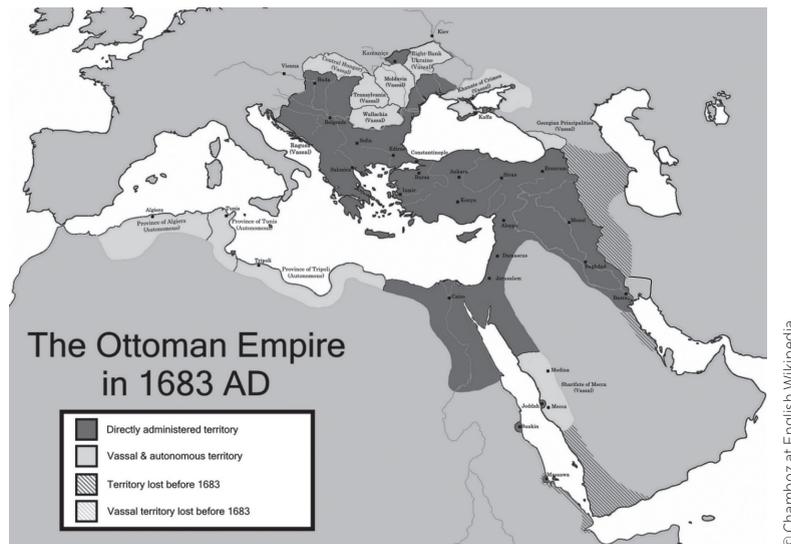
Une croisade est lancée, et une armée chrétienne est dépêchée pour reprendre la ville, mais n'y parvient pas. L'armée ottomane n'attendait plus que des renforts pour continuer sa conquête et enfin prendre la Ville éternelle.

Heureusement pour le pouvoir chrétien, un coup de chance inattendu se produit : Mehmed II, qui se trouve alors en Turquie, meurt subitement, probablement empoisonné. Cela déclenche une guerre de succession entre ses fils, qui force l'armée déployée en Italie à annuler son plan de conquête et à capituler.

Sans ce coup du sort, il est tout à fait possible que Mehmed aurait réussi à conquérir Rome, ce qui aurait profondément changé l'histoire de l'Europe, et du monde.

C'est dire quelle est alors la puissance de l'Empire ottoman. Quelques décennies plus tard, en 1521, Belgrade succombe à ses assauts, et les Balkans commencent à y être incorporés.

Et pourtant, un siècle et demi plus tard, le rapport de force s'inverse complètement, au point que le siège de Vienne, en 1683 – qui est une victoire difficile pour le camp chrétien –, est la toute dernière fois de l'histoire qu'un État musulman menace sérieusement l'Europe.



**L'Empire ottoman à son apogée n'était pas une plaisanterie !
On peut voir à quel point il était proche de l'Italie et de Rome.**

À partir de cette date, l'Empire ottoman connaît un lent déclin : en 1699, après plusieurs défaites militaires importantes, il signe le traité de Karlowitz, qui le prive de presque toutes ses possessions en Europe centrale, puis subit une longue succession de pertes de territoires, jusqu'à se réduire à celui de la Turquie actuelle.

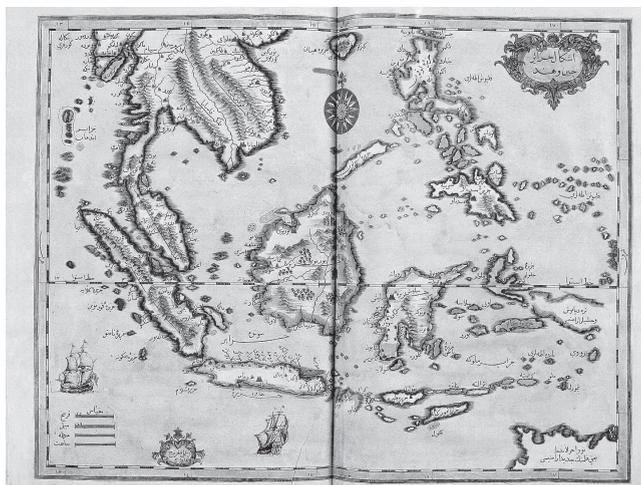
Mais qu'est-ce qui a causé ce déclin ? Quels en sont les facteurs ?

Nous ne sommes pas les premiers à nous poser cette question : en 1732, l'historien et imprimeur ottoman İbrahim Müteferrika écrivait déjà dans son livre *Base rationnelle pour la politique des nations* :

« Pourquoi les nations chrétiennes, qui étaient si faibles dans le passé par rapport aux nations musulmanes, ont-elles commencé à dominer tant de terres à l'époque moderne et même à vaincre les armées ottomanes autrefois victorieuses⁵⁸ ? »

Il y a plusieurs facteurs, mais le principal est que l'Empire ottoman avait pris un retard considérable dans les domaines scientifique et économique, et donc militaire, notamment parce qu'il n'a existé aucune imprimerie en caractères arabes⁵⁹ pendant près de trois siècles, de 1515⁶⁰ au début du XIX^e siècle⁶¹, hormis une courte période de production entre 1727⁶² et 1742 (grâce à ce même İbrahim Müteferrika).

Pourquoi cette absence ? Les raisons sont multiples : des interdictions de la part des sultans⁶³, une opposition des autorités religieuses — qui considéraient la calligraphie comme un art divin — et des scribes — qui, tels les taxis face à Uber, ne voulaient pas perdre leur monopole sur la production de livres —, une crainte de l'influence de puissances étrangères chrétiennes à l'origine de l'invention de cette machine, une apathie de la part des élites intellectuelles et économiques qui n'en voyaient pas l'intérêt, etc.⁶⁴.



© Wikimedia Commons USA

Double page d'un des livres imprimés par İbrahim Müteferrika pendant la courte période où il a été autorisé à le faire, représentant une carte de l'océan Indien et de la mer de Chine. À l'époque, le turc s'écrivait avec l'alphabet arabe.

58. Par exemple, alors que la marine ottomane n'a subi aucune défaite majeure face aux marines européennes depuis le XV^e siècle jusqu'en 1571, elle perd l'importante bataille de Lépante le 7 octobre de cette année-là, avec 20 000 à 30 000 hommes et 187 navires perdus, contre 7 500 à 10 000 hommes et 13 navires pour l'armée chrétienne, et ce n'est que le début. En 1616, lors de la bataille du cap Celidonio, la marine ottomane perd 33 navires et 3 200 hommes, contre seulement 34 morts et aucun navire perdu pour la marine espagnole, grâce aux avancées technologiques européennes. Andrew Wheatcroft, *Infidels: A History of the Conflict between Christendom and Islam*, Penguin, 2004.

59. Le turc s'écrivait à l'époque avec l'alphabet arabe

60. Phillip Mansel, *Constantinople: City of the World's Desire, 1453-1924*, Penguin, 1997.

61. Gábor Ágoston, Bruce Alan Masters, *Encyclopedia of the Ottoman Empire*, Facts on File, 2009.

62. Des presses à imprimer existent bien dans l'Empire ottoman pendant cette période, mais elles sont tenues par des Juifs et des chrétiens, et n'impriment pas de livres dans l'alphabet arabe.

63. En 1515, par exemple, un décret de Selim I^{er} menace carrément de mort quiconque s'intéresse à la science de l'imprimerie. Cette sentence ne dure pas, mais elle montre le ton de l'époque : ça ne rigolait pas.

64. Pour en savoir plus, voir « Did the Ottomans Ban Print? », sur le site Age of Invention, par Anton Howes.

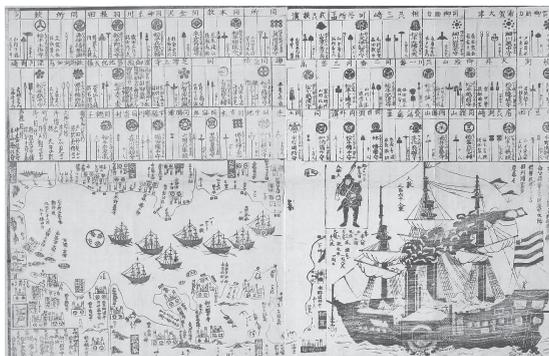
Ainsi, en 1742, seize ans à peine après avoir obtenu l'autorisation d'imprimer, İbrahim Müteferrika se voit retirer son privilège sous la pression des copistes et des scribes.

Pendant des siècles, l'Empire ottoman n'a donc pu bénéficier de cette technologie de diffusion des idées, qui a été si importante pour façonner le monde moderne, à tel point **qu'il n'a jamais rattrapé son retard** : aujourd'hui encore, la Turquie, héritière de l'Empire, est derrière la plupart des pays européens en termes de développement économique⁶⁵.

4^e principe à retenir de l'histoire : **les États qui gagnent temporairement en réussissant à interdire ou étouffer une technologie sont perdants sur le long terme, car ils ne bénéficient pas des fruits de cette technologie. Des siècles plus tard, les conséquences du retard accumulé sont toujours visibles.**

Autre exemple de ce principe dans l'histoire : le Japon de l'époque Edo, qui réussit à expulser, tuer ou forcer tous les chrétiens à renier leur foi entre 1612 et 1660, et à s'isoler presque complètement du reste du monde à partir de 1635, en interdisant à tous les Japonais de quitter le territoire, en prohibant l'usage de navires capables de naviguer sur les océans, en restreignant le commerce avec l'extérieur aux seuls Chinois et Hollandais (qui ne peuvent mouiller que dans un seul port), et en figeant de nombreuses technologies, y compris militaires, telles qu'elles étaient au début du xvii^e siècle.

Cela fonctionne parfaitement jusqu'en 1853, date à laquelle les États-Unis envoient une escadre de navires de guerre, sous les ordres du commandant Matthew Perry, pour forcer le Japon à s'ouvrir à nouveau au commerce. Les technologies et doctrines militaires du Japon sont alors tellement en retard par rapport à celles de l'Occident que le pouvoir politique de l'époque n'a d'autre choix que de se soumettre et d'ouvrir à nouveau le pays au commerce international.



Une estampe japonaise de 1854 représentant l'expédition.

© Wikimedia Commons USA

Les Japonais prennent toutefois très vite conscience du retard qu'ils ont accumulé sur l'Occident et, dès 1868, entreprennent une réforme rapide et à grande échelle de leur pays pour l'amener à des standards occidentaux,

65. En 2020, la Turquie est 102^e (sur 216 pays) en termes de PIB nominal par habitant, et 48^e en PIB nominal par habitant en parité de pouvoir d'achat, alors que l'Union européenne serait à la 32^e place si elle était considérée comme un seul pays.

l'industrialisant en quelques décennies⁶⁶, et réussissant même à vaincre la Russie dans une bataille navale⁶⁷ en 1905, remportant là la toute première bataille d'un pays asiatique contre un pays occidental de l'ère moderne. Il est donc parfois possible à certains pays de rattraper leur retard, s'ils le veulent vraiment et qu'ils sont prêts à faire les sacrifices nécessaires.

Cependant, le retard qu'avait accumulé le Japon ne pouvait que le conduire à perdre sa bataille isolationniste au bout d'un moment : c'était inéluctable. Les Japonais ont eu de la chance que la première force étrangère à les forcer à se rouvrir au monde ait voulu faire du commerce : ils auraient eu beaucoup de mal à repousser l'invasion d'une force occidentale avec des armes et des doctrines de 1850, en se défendant avec des armes et des doctrines de 1620.

UN AUTRE POUVOIR DISRUPTÉ PAR UNE NOUVELLE TECHNOLOGIE

L'autre grand pouvoir du Moyen Âge, c'est le pouvoir féodal.

C'est une organisation fortement hiérarchisée, avec le roi tout en haut de la pyramide, suivi des grands seigneurs (ducs, barons...), puis des plus petits seigneurs (comtes), des chevaliers, etc., jusqu'aux serfs tout en bas.

Le pouvoir des seigneurs se mesure à la taille de leur territoire et à la capacité défensive de leurs châteaux. Au Moyen Âge, les technologies de défense sont supérieures aux technologies d'attaque, car il est plus facile, toutes choses égales par ailleurs, de construire un château que de le prendre.



© Wikimedia Commons

La prise d'une forteresse avant l'avènement de la poudre à canon était une affaire longue et dangereuse, coûteuse en vies humaines et en ressources.

66. C'est la toile de fond du film *Le Dernier des samouraïs*, avec Tom Cruise, qui prend beaucoup de libertés avec la réalité historique, mais a le mérite de montrer un peu l'ambiance entre les courants traditionaliste et moderniste quand le Japon a décidé de se moderniser.

67. La bataille de Tsushima.

Le roi, théoriquement le plus puissant des seigneurs⁶⁸, peut en principe lever une grande armée, avec la contribution de ses vassaux, et prendre n'importe quel château sur son territoire.

Cependant, s'il peut prendre n'importe quel château, il est limité dans sa capacité à en prendre beaucoup.

En d'autres termes, il peut en prendre un, deux ou trois, mais pas dix, vingt ou trente. Cela nécessiterait de mobiliser trop de soldats, trop longtemps, viderait les caisses du royaume et ravagerait l'économie du pays.

Le roi se trouve donc contraint de négocier avec les seigneurs, ce qui donne à ces derniers une véritable indépendance sur leur territoire.



En 1477, la France est une mosaïque de fiefs féodaux.
Bientôt, la poudre à canon va changer la donne.

68. Même si, en fonction des endroits et des époques, ce n'était pas forcément vrai.

Mais une technologie va venir profondément disrupter cet état de fait : la poudre à canon.

Mise au point en Chine, elle est progressivement introduite en Europe au cours du ^{xiv}^e siècle. Les premiers canons, de simples « bouches à feu », sont à peine plus efficaces que les catapultes et trébuchets de l'époque. À partir du ^{xv}^e siècle, l'évolution des technologies conduit à l'apparition de vrais canons et des arquebuses, qui bouleverse le rapport de force.

Avec l'apparition de l'arquebuse, soudainement, un paysan rapidement entraîné peut facilement tuer un noble spécialisé dans la guerre avec vingt ans d'expérience, sur un cheval et dans une armure complète extrêmement coûteuse et quasiment inviolable par des armes classiques⁶⁹.

Et avec les canons, les technologies d'attaque surpassent les technologies défensives. Il est à présent plus facile de prendre un château que de le construire, et cela rend tous les seigneurs vulnérables à l'assaut d'une armée moderne.

Après l'apparition du canon et de l'arquebuse, celui qui l'emporte dans des conflits violents n'est plus celui qui construit le château le plus inviolable, et qui a l'armée avec le plus de spécialistes de la violence richement équipés : celui qui l'emporte est celui qui peut le plus facilement équiper en masse une armée de fusils et de canons.

Cela conduit à l'érosion progressive de l'ascendant des seigneurs locaux en faveur d'une centralisation du pouvoir par le monarque, plus à même de financer une armée puissante.

5^e principe à retenir de l'histoire : une inversion du rapport de force entre les technologies d'attaque et de défense est fortement disruptive pour les pouvoirs en place.

Autre exemple de ce principe dans l'histoire : la mitrailleuse a temporairement donné l'avantage à la défense sur l'attaque, ce qui explique en grande partie pourquoi la Première Guerre mondiale a d'abord été une guerre de tranchées, avant que des innovations telles que le tank favorisent à nouveau l'attaque.

Cette invention a fortement disrupté les États-nations et leurs états-majors au début de la Grande Guerre, car ils n'avaient pas intégré ses effets disrupteurs sur les champs de bataille : de nombreux généraux, formés à l'époque où les charges de cavalerie pouvaient encore décider de l'issue d'une bataille, ont tardé à comprendre que la plupart de leurs stratégies et tactiques ne fonctionnaient plus.

Cela a coûté la vie à des millions de soldats, envoyés à la boucherie par des commandants s'entêtant à déployer des vagues d'infanterie avançant sur de vastes étendues souvent à découvert, exposées au feu dévastateur des mitrailleuses ennemies. Des stratégies obsolètes, inadaptées à la lutte contre cette arme nouvelle.

69. L'arbalète exceptée, qui était très longue à recharger et nécessitait plus d'entraînement que l'arquebuse.

Nous verrons par la suite que ce point est essentiel, et qu'Internet constitue, avec d'autres technologies (impression d'armes en 3D, drones, et surtout cryptographie...), un catalyseur majeur de cette inversion aujourd'hui.

L'équivalent moderne du château fort, c'est l'État-nation, et Internet en est la poudre à canon.

LA PAIX DE WESTPHALIE

Nous sommes en 1648, et cela fait trente ans qu'une guerre entre catholiques et protestants⁷⁰ fait rage en Europe, ayant causé entre 3 et 4 millions de morts – soit un cinquième de la population des territoires concernés⁷¹.

Épuisés par tant d'atrocités — et bien d'autres, perpétrées dans d'autres guerres du même type⁷² —, les multiples belligérants s'entendent pour trouver un compromis, qui aboutit à la paix de Westphalie.

Parmi les nombreuses dispositions de ce traité, il y a la reconnaissance du protestantisme⁷³ comme religion officielle, au même titre que le catholicisme, et la liberté pour chaque dirigeant de choisir la religion d'État de son territoire... mais aussi l'absence d'obligation de ses sujets d'adhérer à cette religion : chacun peut pratiquer de manière privée l'une des religions reconnues. C'est le début de la liberté religieuse qui caractérise l'époque moderne.

Cela mine sérieusement le pouvoir de l'Église catholique, qui avait poussé les États catholiques à se battre contre les protestants dans cette guerre et dans les précédentes⁷⁴, au point que le pape Innocent X – censé, par sa fonction, être infaillible⁷⁵ – décrète, dans un bref pontifical⁷⁶ :

« Nous déclarons que lesdits articles [du traité de Westphalie] sont et seront également et perpétuellement nuls et non avendus, sans valeur, invalides, pervers,

70. *Grosso modo*, même si, au gré des alliances et des contre-alliances, des catholiques sont passés dans le camp des protestants, et inversement !

71. Quentin Outram, « The Demographic impact of early modern warfare », *Social Science History*, Cambridge University Press, 2002 ; Geoffrey Parker, « Crisis and Catastrophe: The global crisis of the seventeenth century reconsidered », *American Historical Review*, 2008.

72. On estime qu'entre 7 et 17 millions de personnes sont décédées des causes directes et indirectes des guerres de religion entre catholiques et protestants aux ^{xvi}e et ^{xvii}e siècles. Matthew White, *Necrometrics* : « The Thirty Years War (1618–48) », 2012.

73. Dans ses deux formes de l'époque, le luthéranisme et le calvinisme.

74. Plus d'une vingtaine de guerres liées à la diffusion du protestantisme eurent lieu avant la guerre de 30 ans – et la guerre de 30 ans elle-même faisait partie d'un cycle plus long appelé... la guerre de 80 ans.

75. La doctrine de l'infailibilité papale a été formellement définie seulement lors du premier concile du Vatican en 1870, mais la croyance en cette doctrine est bien antérieure à ce concile et repose sur les promesses de Jésus à Pierre (Matthieu 16,16-20 ; Luc 22, 32), « Vatican I, Dei Filius ch. 3 ¶ 1 and Pastor Aeternus ch. 4 ¶ 5. Vatican II, Lumen gentium § 25 ¶ 3. 1983 Code of Canon Law 749 § 1. »

76. *Zelo domus Dei*.

injustes, condamnés, réprouvés, vains, et sans force ni effet, et que personne n'est tenu de les observer, que ce soit individuellement ou dans leur ensemble [...].

En outre, pour plus de précaution, tant que cela sera nécessaire [...] nous condamnons, réprouvons, éteignons, annulons et privons de toute force et effet lesdits articles et tout ce qui leur est préjudiciable établi ci-dessus, et nous protestons contre eux et déclarons leur nullité aux yeux de Dieu [...].

Nous décrétons également que [le document de ce bref] ne pourra jamais et en aucun cas être contesté, invalidé, annulé ou révoqué par des moyens légaux ou polémiques, contesté par la loi [...]; mais qu'il est et sera à perpétuité valide. »

Comme vous le voyez, le pape est particulièrement remonté. Au Moyen Âge, un tel document aurait fait l'effet d'une bombe.

Quel en a été l'effet sur la paix de Westphalie et sur le comportement des fidèles catholiques ?

Grosso modo : zéro.

Le protestantisme, aidé de l'imprimerie, avait eu le temps de se répandre suffisamment et de faire évoluer les mentalités, même pour les catholiques.

Et c'est bien pour cela que l'Église, près d'un siècle plus tôt, avait voulu réguler l'imprimerie : c'était, et c'est toujours, une machine à *changer l'histoire que les gens se racontent*. Les protestants changeaient l'histoire que se racontaient des millions de personnes, passant de « Je crois que l'Église catholique est la seule version acceptable du christianisme, et que le pape est infaillible, car il est guidé par Dieu » à « L'Église catholique a interprété de manière erronée les paroles divines contenues dans la Bible, ou a même carrément inventé des règles qui ne s'y trouvent pas, pour servir ses propres intérêts bien terrestres, comme chacun peut s'en rendre compte en lisant directement la Bible. Le pape est donc non seulement faillible, mais également corrompu, et nous devons arrêter de l'écouter, tout comme l'Église catholique dans son ensemble ».

Parmi les catholiques, plus grand monde ne croit encore à l'infailibilité du pape, en partie parce que les arguments des protestants ont fait mouche, et surtout parce que ceux qui y souscrivent toujours ne sont pas prêts à revivre les innombrables atrocités des guerres de religion.

Le pape peut donc vociférer autant qu'il le veut : concrètement, il prêche dans le désert, car aucune personnalité vraiment influente ne croit plus en la *pertinence* du pape pour légiférer ainsi sur des aspects importants de la vie de tout un chacun.

C'est une étape majeure du déclin du pouvoir de l'Église catholique, deux siècles après l'invention de l'imprimerie, et 130 ans après la naissance du protestantisme.

6^e principe à retenir de l'histoire : l'obéissance des gens et leur motivation à suivre les instructions de quelqu'un viennent directement des croyances qu'ils ont dans la tête.

S'ils croient à une histoire qui dit que vous êtes légitime, ils vous écoutent (les catholiques au Moyen Âge, qui se battaient contre les « hérétiques » et participaient à des croisades).

Si des conditions extérieures les amènent à douter du récit, ils vous écoutent moins et vous questionnent davantage (les catholiques après les guerres de religion en Europe).

Si ces conditions leur font croire en une autre histoire, ils ne vous écoutent plus et peuvent même vous combattre directement (les protestants après la diffusion des 95 thèses de Luther).

7^e principe à retenir de l'histoire : **les technologies de communication bon marché et difficilement censurables sont très puissantes pour changer les histoires auxquelles croient les gens.**



Tableau de Ferdinand Pauwells © Wikimedia Commons USA.

Martin Luther clouant ses 95 thèses sur la porte de l'église de la Toussaint de Wittenberg, en 1517. La presse à imprimer a été une technologie indispensable à la propagation du protestantisme, modifiant l'idée que de nombreux chrétiens se faisaient de la manière de vivre leur religion.

Autre exemple de ce principe dans l'histoire : la philosophie des Lumières, qui s'est répandue rapidement aux XVII^e et XVIII^e siècles grâce à l'imprimerie, a été l'une des causes majeures du remplacement progressif des monarchies de droit divin qui prévalaient en Europe par des démocraties, en remettant en question le caractère sacré, essentiel, nécessaire et divin de la royauté. L'imprimerie a ainsi permis la diffusion d'un nouveau courant de pensée qui a changé les histoires que les gens se racontaient sur le type de gouvernement qu'ils doivent avoir.

8^e principe à retenir de l'histoire : **quand des récits contradictoires se battent pour exister dans l'esprit des gens, il faut parfois des guerres pour décider lequel va l'emporter.**

Dans l'histoire, la seule solution qui a fait ses preuves pour éviter un bain de sang quand un nouveau récit veut exister et prendre la place de l'ancien **est de donner au premier le droit de cohabiter avec le second** (en matière de culte, cela signifie la liberté de pratiquer sa religion ; en politique et dans les autres domaines, la liberté d'expression, c'est-à-dire le droit de tenter de remplacer les récits existants par de nouveaux, avec des arguments).

Et même sans guerre, il y a au moins toujours des batailles de l'esprit, avec des pamphlets, des débats, des opérations de marketing et de propagande.

Autres exemples de ces principes dans l'histoire : chaque guerre visant à l'occupation permanente d'un territoire a fondamentalement pour objectif de changer le récit que ses habitants ont dans leur tête (et à accaparer les ressources éventuelles de ce territoire).

Du temps de l'Empire romain, il s'agissait de remplacer « Je fais partie du peuple X ou du royaume Y » par « Je fais partie du peuple X ou du royaume Y ET SURTOUT de l'Empire romain. » Au Moyen Âge, le but était de passer de « Je sers le seigneur X » à « Je sers le seigneur Y. » Avec les guerres des États-nations modernes, il s'agit de passer de « Je suis citoyen du pays X » à « Je suis citoyen du pays Y »⁷⁷.

Si, aujourd'hui, les guerres visant à l'occupation d'un territoire sont devenues sacrilèges (on l'a vu avec la réaction du monde occidental à l'invasion de l'Ukraine par la Russie), c'est que les gouvernements de la plupart des États-nations sont désormais d'accord pour dire que les peuples ont le droit de se gouverner eux-mêmes, et qu'il est interdit d'employer la force pour faire changer le récit qu'ils ont dans la tête – même si ce principe est loin d'être parfaitement appliqué, comme nous le verrons.

Si ce changement de mentalité s'est opéré, c'est que l'horreur des guerres du xx^e siècle, avec leur coût humain et financier gigantesque (lié à l'évolution de technologies toujours plus efficaces pour tuer autrui), a fait prendre conscience à la plupart des gens que se battre à grande échelle pour changer l'allégeance politique des individus ne valait plus le coup – exactement comme les catholiques ont pris conscience au xvii^e siècle que se battre pour changer l'allégeance religieuse des individus ne valait plus le coup.

La construction européenne est un exemple de démarche pacifique visant à remplacer le récit qu'ont les gens dans leur tête de « Je suis citoyen du pays X » par « Je suis citoyen du pays X ET de l'Union européenne ».

Et bien sûr, le passage de la monarchie à la république et à la démocratie procède du même phénomène : fondamentalement, le pouvoir était autrefois détenu par des rois, car les gens croyaient (= se racontaient une histoire) que les rois avaient une raison *légitime* de gouverner (souvent, que Dieu ou les dieux ou certains dieux les avaient choisis). Puis, quand les gens ont cessé d'y croire (= quand ils se sont raconté une autre histoire), ils ont voulu changer les régimes en place pour qu'ils soient en accord avec ces nouvelles croyances.

Nous verrons qu'Internet et toutes les technologies qui en découlent libèrent aujourd'hui les esprits créatifs pour qu'ils trouvent de nouvelles histoires à se raconter afin de mieux coopérer.

77. Pour prendre un exemple parmi des milliers, quand la Prusse a pris l'Alsace-Lorraine à la France en 1870, elle a entrepris un long travail pour faire en sorte que les habitants de cette région se sentent allemands et non plus français. Quand la France a repris cette région en 1918, elle a effectué le travail inverse.

LA FRONDE

À peu près au moment où s'éteignent les guerres de religion, la France est le théâtre d'une quasi-guerre civile.

Profitant de la colère d'un peuple accablé par l'impôt — les dépenses de l'État ont quintuplé entre 1600 et 1650⁷⁸ — et du fait que, Louis XIV étant mineur, le royaume est gouverné par une régence, les officiers de robe (parlementaires et hauts fonctionnaires) se révoltent contre l'autorité monarchique et proposent, entre autres, d'instaurer un droit de veto sur les impôts royaux, d'abolir les lettres de cachet (que le roi pouvait utiliser à sa guise pour emprisonner ou bannir n'importe qui, sans procès), de supprimer les intendants (équivalents à des préfets et nommés par le monarque) et de réduire d'un quart la taille, l'impôt le plus important à l'époque.

De nombreux nobles se joignent au mouvement, qui connaîtra tant de péripéties, de retournements de situation, d'alliances, contre-alliances et autres dénouements improbables qui seront fêtés comme des victoires majeures et s'avéreront finalement éphémères, qu'il serait fastidieux de tout résumer ici.

L'objectif des frondeurs est simple : limiter le pouvoir du roi, qui règne de plus en plus seul, sans l'appui des nobles, et qui veut de surcroît leur imposer des devoirs qui, traditionnellement, ne leur incombaient pas – notamment le paiement de l'impôt.

C'est une réaction directe à l'affaiblissement de leur pouvoir lié à la diffusion de la poudre à canon en Europe, qui a renversé le rapport de force entre attaque et défense, comme nous l'avons vu plus haut.

Le résultat est sans appel : malgré des victoires temporaires ici et là — la famille royale doit même fuir Paris à un moment —, le pouvoir royal finit par l'emporter. Il dispose de l'armée la plus puissante, a la technologie de son côté, et peut prendre sans difficulté quantité de places fortes qui protégeaient jusque-là les nobles derrière d'impenétrables murailles.

Et comme, au bout du compte, on obtient toujours davantage en demandant poliment un pistolet à la main qu'en se contentant de demander poliment...

De fiers seigneurs régnant pratiquement sans partage sur leur fief, les nobles sont réduits au statut de courtisans contraints de complaire au roi et à sa cour, centre névralgique du pouvoir où se prennent les décisions stratégiques façonnant le royaume⁷⁹, et dont ils peuvent être expulsés à tout moment sous n'importe quel prétexte.

Ils ont intérêt à se tenir à carreau – et doivent rivaliser de courbettes, de bons mots et de flatteries pour obtenir des miettes de l'attention du roi.

L'époque féodale appartient bel et bien au passé.

78. Jean Meyer, *La France moderne*, Fayard, « Histoire de France », 1985, p. 291.

79. Peter H. Wilson, *Absolutism in Central Europe*, Routledge, 2000.

9^e principe à retenir de l'histoire (et qui s'applique aussi à l'exemple de l'Église catholique exposé plus haut) : **quand un pouvoir en place est disrupté, il ne se rend pas sans combattre**, même si l'issue du combat dépend de conditions externes sur lesquelles il n'a aucune prise.

Autres exemples de ce principe dans l'histoire : les fameuses « Corn Laws », votées par le Parlement britannique en 1815 et destinées à restreindre fortement l'importation de céréales alors que le commerce reprend après les guerres napoléoniennes et que l'afflux soudain de céréales à prix déifiant toute concurrence déstabilise fortement les nobles, dont les revenus déclinants proviennent toujours de la terre. Ils votent ainsi ces « lois sur le blé » qui les avantagent, au détriment de tous ceux qui pourraient bénéficier de nourriture moins chère, notamment les citadins⁸⁰.

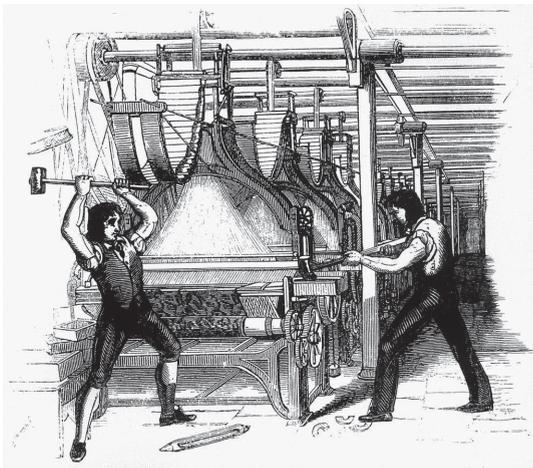
La noblesse profite d'une brève fenêtre de tir, pendant laquelle elle dispose encore d'un pouvoir politique important – et disproportionné par rapport à son pouvoir économique déclinant depuis plus de deux siècles –, pour tenter de conserver ses privilèges un peu plus longtemps.

Le début du XIX^e siècle marque aussi l'apogée de la révolution industrielle britannique, qui bouleverse l'économie, la société et les mœurs du pays. Les manufactures modernes remplacent les anciennes méthodes artisanales, créant une demande sans précédent pour les ouvriers d'usine, mais mettant en péril les emplois traditionnels, notamment ceux des artisans qui travaillent depuis leur domicile.

L'un des mouvements les plus emblématiques de cette époque est sans doute celui des luddites. En 1811 et 1812, ces travailleurs, dont le nom est dérivé d'un personnage mythique – l'ouvrier militant légendaire Ned Ludd –, se révoltent contre les machines qui menacent de les priver de leurs moyens de subsistance, et se mettent à détruire des métiers à tisser.

Ces actions ne constituent pas seulement un acte de rébellion, elles sont aussi une réaction désespérée à une situation sur laquelle ces ouvriers n'ont presque aucune prise. Ils voient le monde qu'ils connaissaient changer sous leurs yeux, leur mode de vie traditionnel devenir obsolète, et se sentent impuissants face à l'avalanche de bouleversements technologiques.

Très vite, les luddites sont sévèrement réprimés et leur révolte, étouffée. Leur impact sur la révolution industrielle sera finalement minime, car les facteurs qui avaient rendu



80. « Corn Laws », David Cody, 1987.

leur métier caduc échappaient à leur contrôle : tout au plus auraient-ils pu gagner un répit de quelques années.

Cela revenait à voir des castors construire un barrage de brindilles pour arrêter un tsunami.

LA NAISSANCE DES ÉTATS-NATIONS MODERNES



© Wikimedia Commons

La liberté guidant le peuple, Eugène Delacroix, 1830

Nous voici arrivés à un moment charnière de l'histoire, où les citoyens bénéficient d'une relative liberté religieuse durement gagnée, la souveraineté des États sur leur territoire est reconnue en Europe (avec la paix de Westphalie), et la féodalité a laissé place à une centralisation des pouvoirs dans les mains du roi (la Fronde, qui concernait la France, mais était emblématique de ce qui se passait en Europe à ce moment).

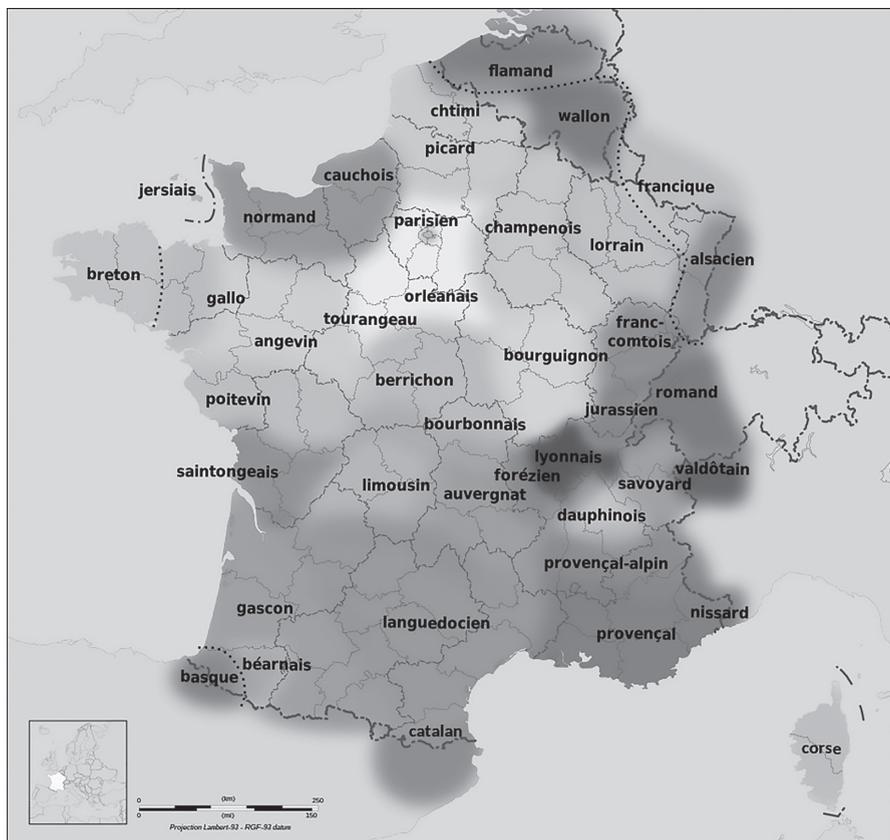
Ce sont là les premières étapes de l'émergence des États-nations modernes, le tout début d'un processus de *nation-building*, ou construction de la nation, qui sera un véritable rouleau compresseur en Europe.

Les rois et reines, libérés de l'étau de la féodalité, ont consolidé leur pouvoir et jeté les bases d'un gouvernement centralisé. Mais former un État-nation ne consiste pas seulement à tracer des frontières sur une carte : il s'agit de créer une nation, un peuple qui partage une identité commune.

C'est ici que notre ami le *nation-building* entre en jeu.

Au XVIII^e siècle, lors de l'essor du nationalisme, les États commencent à développer des symboles et des traditions afin de renforcer leur identité nationale et le sentiment d'appartenance à une même communauté. Les États se dotent d'hymnes, de drapeaux, et promeuvent la langue nationale. La France, par exemple, fait de l'usage du français un point central de son identité nationale, en le promouvant activement à travers

tout le pays et en décourageant fortement l'utilisation et la transmission des parlers régionaux⁸¹.



Une carte des langues régionales de France. Par l'effet du *nation-building*, toutes ces langues sont aujourd'hui moribondes en France, voire éteintes ou presque – à l'exception du parisien (aussi appelé francien), qui est bien sûr devenu le français.

L'instauration d'une langue unique pour un pays auparavant constitué d'une myriade de dialectes n'est possible que parce que cette langue bénéficie d'un avantage écrasant : la présence des premières imprimeries sur le territoire où elle est parlée. La majorité des livres étant imprimés dans cette langue, elle se diffuse dans tout le pays bien plus vite et loin que les autres.

81. David A. Bell, *The Cult of the Nation in France: Inventing Nationalism, 1680–1800*, Harvard University Press, 2003.



Une carte des principales villes qui comptaient au moins une imprimerie en activité au xv^e siècle – la taille des points indique le volume des livres imprimés. La plupart des points les plus importants ont été des centres de diffusion ultérieurs de la langue vernaculaire propre à cette région.

La langue gagnante fut ainsi souvent celle de la capitale du pays, ou de la ville la plus prospère et marchande, qui avait les moyens d'investir dans les premières imprimeries et de diffuser les livres imprimés sur un vaste territoire géographique⁸².

L'imprimerie, nous le voyons ici, n'a donc pas seulement disrupté la religion dominante : elle a aussi bouleversé l'organisation politique, sociale et culturelle même des pays. Et nous le verrons bientôt, Internet n'est autre qu'une imprimerie sous stéroïdes.

Au xix^e siècle, le processus de *nation-building* prend encore plus d'ampleur avec l'apparition de nouvelles technologies : les chemins de fer, le télégraphe et la presse permettent de relier les individus comme jamais auparavant, renforçant le sentiment d'appartenance nationale. Des pays comme l'Italie et l'Allemagne, auparavant

82. Benedict Anderson, *Imagined Communities*, *op cit*.

fragmentés en petits États souvent en guerre ou dans des relations féodales complexes les uns avec les autres tout au long du Moyen Âge et de la Renaissance, s'unifient sous une seule bannière nationale.

C'est une des conséquences directes du 6^e principe : « L'obéissance des gens et leur motivation à suivre les instructions de quelqu'un viennent directement des croyances qu'ils ont dans la tête. » Le *nation-building* a consisté à changer les croyances de nombreuses minorités pour qu'elles finissent par penser : « Je suis citoyen du pays X, dans lequel vit la nation Y et je parle la langue Z, langue commune de notre nation. »

Donc, par exemple, « Je suis citoyen *français* (citoyen de la France, où vit la nation française) et je parle le français », plutôt que « Je suis un sujet du comte X, mon roi est le roi de France, et je parle le breton et un peu de latin. »

Il est crucial de bien saisir en quoi le processus de *nation-building* façonne aujourd'hui la manière dont nous voyons pour comprendre comment ce processus peut être disrupté.

À titre d'illustration, faisons un exercice de pensée et examinons le cas de François, qui vit en Bretagne, à deux époques différentes : en l'an 1400 et en l'an 2000. Pour les besoins de l'exercice, François est le même être humain au niveau génétique, mais l'époque à laquelle il est né et a grandi a évidemment façonné des croyances différentes chez lui, y compris dans la manière dont il se perçoit.

Le François de 1400 vit donc en Bretagne, qui est alors un duché semi-indépendant dans le royaume de France. Ce François-là se perçoit principalement à travers des affiliations locales – sa famille, son village, peut-être son métier. Son identité est en grande partie liée à la religion catholique, aux coutumes de sa région et à la langue bretonne. Politiquement, il est sujet du duc de Bretagne, et par extension du roi de France, mais ces liens sont assez distants et abstraits pour lui : comme presque tous ses contemporains, il n'a jamais aperçu le roi de sa vie, et n'a vu son « visage » que sur les pièces de monnaie qu'il utilise. À l'époque, le roi est perçu un peu comme le Conseil de l'Europe pour un citoyen de l'Union européenne aujourd'hui, ou comme le Conseil de sécurité des Nations unies pour un Américain : François sait qu'il existe et qu'il a un pouvoir théorique sur son suzerain, et donc sur lui, mais il ne sait pas vraiment comment ce pouvoir s'articule et il pense que son « chef » est plutôt le duc de Bretagne.

Ce François ne se perçoit certainement pas comme « français » — notion qui à l'époque n'existe pas — mais comme membre de sa communauté directe, *sujet* du duché de Bretagne, et par extension du royaume de

France, un territoire assez vague et nébuleux dont François n'a jamais vu une carte de sa vie.

En 2000, l'idée que François a de lui-même est très différente. Il vit dans un monde post-nationaliste, où la Bretagne est une région de la République française. François se perçoit davantage comme un Français venant de Bretagne, plutôt que comme un Breton français (même si cela peut varier en fonction de son attachement à ses racines régionales), et a peut-être même conscience d'être *aussi* un citoyen européen. Il parle le français et juste quelques mots de breton.

François est conscient de faire partie d'une nation, la France, avec une histoire commune, un drapeau, une monnaie, une Constitution et des institutions politiques. Il a le droit de vote et est soumis aux mêmes lois nationales que les autres citoyens français. Socialement, sa position est probablement définie par un mélange de facteurs, notamment l'éducation, la profession, le sexe, le groupe ethnique et d'autres éléments d'identité personnelle.

La principale différence entre le François de l'an 1400 et celui de l'an 2000 est l'échelle et la nature de leur identité. En 1400, l'identité de François est locale et enracinée dans des relations personnelles directes et des traditions locales. En 2000, son identité s'inscrit dans des structures plus vastes et plus abstraites, et est influencée par le concept de nation, fruit du développement du nationalisme.

Si, par exemple, la ville de Narbonne, située aux confins du royaume par rapport à lui, avait été envahie, le François de 1400 ne se serait pas senti investi de la mission « sacrée » de défendre cette ville, qui faisait partie d'un duché différent, avec une langue et une culture différentes, et où il n'a jamais mis les pieds. Il aurait pu faire partie d'une armée levée par le duc de Bretagne à la demande du roi de France, et aurait donc pu participer à une guerre de défense par loyauté envers son duc, mais *pas* par devoir patriotique.

Il aurait pu aussi éprouver le devoir sacré de s'enrôler dans une armée de fidèles catholiques volontaires si Narbonne avait été attaquée par une armée d'une religion différente de la sienne. Loyauté envers son suzerain et son Église : voilà ce qui aurait pu pousser François à risquer sa vie. En aucun cas la défense du « royaume de France ».

À l'inverse, le François de 2000 (ou même de 1900) aurait ressenti une attaque contre Narbonne comme une attaque contre la France et les Français, une nation et un peuple auxquels il a le sentiment d'appartenir de plein droit, et comme une blessure personnelle. Il aurait alors ressenti comme un devoir sacré le fait de risquer sa vie pour défendre la patrie, la nation, et la France.

Car le besoin d'appartenance à une communauté, le désir de la protéger et d'y contribuer ont probablement toujours existé chez notre espèce. Mais il s'agissait autrefois le plus souvent d'une communauté directe, dont vous connaissiez une grande partie des membres, si ce n'est tous⁸³.

Entre les deux Français, la notion de patriotisme s'est progressivement développée, en même temps que se développait l'État-nation de la France – le terme a d'ailleurs été inventé en 1750 en français.

Le patriotisme attache ce besoin d'appartenance et de contribution à une communauté imaginaire, la patrie. C'est une communauté imaginaire, car vous ne connaissez pas la majorité de ses membres, mais vous vous imaginez qu'ils appartiennent à la même communauté que vous grâce à différents signes (langue, culture, histoire partagée – souvent en partie imaginaire elle aussi, car « forcée » à rentrer dans le moule de l'histoire de la « patrie⁸⁴ » – éducation similaire, etc.). Comprenez-vous comment les deux histoires différentes que se racontent ces deux Français, pourtant absolument identiques d'un point de vue génétique, influencent de manière déterminante un comportement qui peut aller jusqu'au sacrifice de sa vie ?

Nous sommes passés d'une histoire à une autre, car un État-nation, comme tout type de société ou presque, est une communauté *imaginée*, qui permet à des millions de personnes qui ne se sont jamais rencontrées de coopérer entre elles⁸⁵.

Ainsi, dans notre exemple, le Français de 2000 a le sentiment que Narbonne fait partie de la même communauté que lui, même s'il n'y a jamais mis les pieds et qu'il ne connaît personne dans cette ville, tandis que le Français de 1400 ne pense pas que Narbonne fasse partie de sa communauté.

Car l'imprimerie, puis la presse, la radio et la télévision, aidées par une langue commune façonnée grâce à tous ces outils, font que le Français de 2000 *s' imagine* faire partie d'une communauté globale appelée « nation », alors que le Français de 1400 ne reconnaît comme sa communauté que ce qu'il connaît *directement*, ou qui est en très proche.

83. Il y a dans l'histoire d'autres exemples d'attachement à des structures et des communautés plus larges que la simple communauté directe autour de soi : notamment l'attachement à une religion qui transcende les frontières – les croisades ont été réalisées par des individus venant de toute l'Europe et ayant pour principal point commun le fait d'être chrétien –, l'attachement à un seigneur, un roi, un empereur et la structure qu'il représente, l'attachement à un Empire, etc. Mais la notion de patriotisme en tant qu'attachement à une *patrie* est une invention récente.

84. Un exemple parmi des milliers : « Les barons qui ont imposé la Magna Carta à John Plantagenet ne parlaient pas "anglais" et ne se considéraient pas comme des "Anglais", mais ils ont été fermement définis comme des patriotes de la première heure dans les salles de classe du Royaume-Uni 700 ans plus tard. » Benedict Anderson, *Imagined Communities*, *op. cit.*

85. *Ibid.*

Maintenant, imaginez ce qu'Internet peut permettre — permet déjà — de faire pour créer des communautés imaginées. Et comprenez qu'Internet est *sans frontières*. Voyez-vous la disruption qui arrive pour les États-nations ?

Mais finalement, qu'est-ce qu'un État-nation ? Nous en parlerons tout au long de ce livre, il est essentiel donc de définir ce concept : un État-nation, c'est, en gros, une nation — donc un peuple qui partage de nombreux points communs, tels qu'une histoire, une culture, des coutumes, une langue, ainsi que souvent (mais pas toujours) une religion et une ethnie — qui s'est dotée d'un État pour la représenter et agir en son nom.

Enfin, ça, c'est la théorie, car, en pratique, c'est souvent l'État qui a forcé des peuples divers à se rassembler en une même nation. Ainsi, la France a obligé tous ses habitants à apprendre le français et à le parler comme langue principale, rendant moribondes quasiment toutes les langues régionales, comme nous l'avons vu.

Ainsi, les pays européens, jadis constitués de nombreux fiefs féodaux, de cultures et de langues et dialectes divers, ont, *via le nation-building*, homogénéisé tous ces facteurs jusqu'à former une seule nation, qui a fini par se doter d'un État.

L'État-nation est donc une construction politique qui cherche à aligner l'identité nationale (le sentiment d'appartenance à une même nation) avec les limites politiques de l'État.

Mais cet idéal n'est jamais vraiment atteint. Même les États-nations souvent cités comme des exemples s'approchant de l'idéal du concept, tels que le Japon ou la France, abritent des minorités ayant leur propre culture, langue et/ou religion⁸⁶.

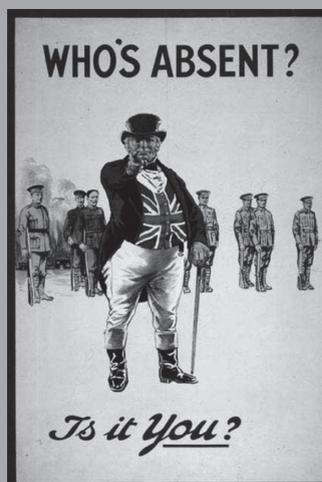
Et il existe des États avec plusieurs nations, comme la Belgique ou le Liban⁸⁷, ou encore des nations sans État, comme les Kurdes (répartis entre quatre États) ou les Juifs avant la recréation de l'État d'Israël.

86. Ainsi, au Japon, les Aïnous, un peuple indigène du nord du Japon, ont leur propre langue et culture distinctes, tous comme les habitants de l'archipel d'Okinawa dans le sud du Japon. En France certaines régions ont toujours une culture locale vivace souvent accompagnée d'une langue régionale encore parlée, même si souvent moins pratiquée qu'avant, comme la Bretagne, le Pays basque, la Corse et l'Alsace, sans parler des DOM-TOM.
87. Le fait qu'avoir plusieurs langues et/ou religions dans un État soit un fait constitutif de plusieurs nations, plutôt que d'une seule, est un sujet de débat parmi les spécialistes. Cependant, on peut *a minima* arguer que l'État d'une population parlant plusieurs langues est au moins un peu moins uni que l'État d'une population parlant une langue. Par exemple, la Belgique s'est retrouvée sans gouvernement pendant 194 jours en 2007-2008, 541 jours en 2010-2011, et... 652 jours en 2019-2020, principalement à cause de désaccords entre les Wallons (de langue maternelle française) et les Flamands (de langue maternelle néerlandaise), un record mondial absolu. Et bien sûr, le Liban a vécu une sanglante guerre civile, de 1975 à 1990.

Ce processus de construction d'une nation ne fut pas un long fleuve tranquille : il impliquait souvent la suppression des cultures et des langues régionales, ainsi que l'assimilation forcée des minorités, et a bien sûr fini par aboutir à des tensions et des conflits dévastateurs entre les États-nations pleinement formés, avec les deux guerres mondiales du xx^e siècle et leurs 87 à 103 millions de morts comme point culminant⁸⁸. Le nationalisme, facteur d'unification d'une nation, s'est révélé l'outil parfait pour lancer tout un peuple dans la guerre – alors qu'auparavant, les guerres étaient avant tout une affaire de professionnels qui ne représentaient qu'une infime partie d'une population – et pour augmenter l'adhésion à la guerre. C'est ainsi, hélas, qu'une partie des populations concernées a été extrêmement enthousiaste, au tout début de la Première Guerre mondiale, en partie par patriotisme et nationalisme exacerbés⁸⁹.

Il y eut certes des conflits impliquant de larges portions de peuples avant l'apparition des États-nations modernes, comme les invasions mongoles ou les guerres de religion en Europe, mais les deux guerres mondiales ont impliqué une mobilisation de masse sans précédent qui aurait été impossible avant l'avènement des États-nations⁹⁰.

De même, il n'est pas certain que Napoléon aurait pu mobiliser une armée aussi importante si la France n'avait pas déjà bien entamé son processus de *nation-building* à cette époque⁹¹.



L'édification de la nation et le patriotisme font un excellent job pour convaincre les gens de sacrifier leur vie pour la patrie.

88. Même si bien sûr ces deux guerres ont d'autres facteurs que la simple existence des États-nations.

89. « The Guns of August », Barbara W. Tuchman, 1962, et « The War That Ended Peace: The Road to 1914 », Margaret MacMillan, 2013.

90. « The Cambridge History of the First World War », Jay Winter, 2014, et « The Second World War », Spencer C. Tucker, 2003.

91. « Napoleonic Wars », Encyclopedia Britannica.

Ainsi, en examinant le processus de formation des États-nations, nous pouvons constater que, si les institutions politiques et culturelles avec lesquelles nous vivons nous semblent si omniprésentes, si évidentes que nous avons du mal à imaginer un monde où elles n'existeraient pas, elles sont en fait le fruit d'un ensemble de facteurs historiques et technologiques qui les ont vu naître, puis remplacer les institutions précédentes, parfois très récemment.

Ainsi, les États-nations ont à peine deux siècles d'existence, et n'ont pas encore démontré leur capacité à survivre à des bouleversements technologiques majeurs. Quelles formes de gouvernance et de vivre ensemble pourraient les remplacer ? Nous en parlerons dans la deuxième partie de ce livre.

10^e principe à retenir de l'histoire : **de nouveaux facteurs, notamment technologiques, peuvent disrupter les institutions actuelles, même celles qui nous semblent immortelles ou irremplaçables, et les remplacer par des nouvelles.** Ainsi, l'État-nation moderne n'aurait pu naître sans l'imprimerie, qui a disrupté les institutions qui l'ont précédé, un fait qu'ignorent la plupart des gens.

De la même façon, Internet n'est autre qu'une imprimerie sous stéroïdes, qui est déjà en train de chambouler les fondations des États-nations et ouvre la porte à de nouvelles formes de gouvernance, comme nous le verrons tout au long de ce livre.

CHAPITRE 2

COMMENT LES ÉTATS-NATIONS MODERNES SONT DISRUPTÉS PAR INTERNET

Tout d'abord, je tiens à préciser que je vais décrire les disruptions qui attaquent les États-nations de la manière la plus objective possible. Ces disruptions peuvent avoir des effets positifs ou négatifs sur les États et le bien-être des populations ; je me contente de décrire ce qui se passe en évitant au maximum de faire des jugements moraux dans un sens ou dans l'autre.

1^{ER} SOCLE DISRUPTÉ : L'IMMOBILISME DES CITOYENS

Les États-nations modernes ont été créés avec un principe sous-jacent qui n'a jamais été vraiment pensé, parce qu'il était, pendant la plus grande partie de l'histoire, un acquis : l'immobilisme de leur population.

En effet, jusqu'à une époque très récente, l'écrasante majorité de la population ne se déplaçait que très peu (une personne avec des bagages circulant à pied marchait environ 75 à 100 kilomètres par *semaine*, un voyageur à cheval avec des bagages légers pouvait effectuer 200 à 300 kilomètres par semaine, lors de la bonne saison : l'hiver, les chemins étaient souvent impraticables).

En diligence, vers 1760, le trajet Paris-Lyon se faisait en cinq ou six jours, sur l'une des meilleures routes de France (aujourd'hui, il faut deux heures en TGV), Paris-Marseille se faisait en neuf jours minimum (3 h 10 en TGV), Paris-Strasbourg, en six jours (1 h 45 en TGV) et Paris-Bordeaux, en huit jours⁹² (avec une partie de l'itinéraire sur un bateau ; 2 h 10 en TGV).

C'était la durée des voyages dans les *meilleures* conditions.

92. Paul Charbon, *Au temps des malles-postes et des diligences. Histoire des transports publics et de poste du xvii^e au xix^e siècle*, 1979.

Où trouver « Tout le monde n'aura pas la chance de quitter son pays »

Le livre est dans toutes les bonnes librairies de presque tous les pays francophones du monde :

- France (y compris DOM-TOMs)
- Belgique, Luxembourg, Suisse
- Québec
- Et même l'Afrique Francophone !
- Ainsi que dans les **librairies françaises** de la plupart des pays non-francophones : des lecteurs m'ont déjà indiqué avoir commandé avec succès leur exemplaire à Londres, à Lisbonne, à Bangkok (à l'Alliance Française), à Sao Paulo, etc.

Même si le livre n'est pas en rayon, **commandez-le** auprès de votre libraire préféré et **il se fera un plaisir de l'amener jusqu'à vous** 😊 .

Vous le trouvez aussi sur Amazon bien évidemment :

- [Cliquez ici pour le voir sur Amazon France](#) (d'où vous pouvez le commander aussi pour la Belgique, la Suisse et les autres pays européens)
- [Cliquez ici pour le voir sur Amazon Canada](#) (il est également disponible dans toutes les librairies Renaud Bray au Québec 😊)

Et il est également disponible au format numérique sur :

- [Le Kindle](#)
- [En version audio sur Audible](#)
- [Apple Books](#)
- [Le Kobo](#)